

## Repères

### Ouvrages en débat

#### **L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique**

Jean-Baptiste Fressoz  
Seuil, 2012, 320 p.

L'ouvrage publié en 2012 par l'historien Jean-Baptiste Fressoz sous le titre *L'Apocalypse joyeuse* visait à offrir au débat général sur les enjeux environnementaux toute une série de travaux monographiques réalisés par l'auteur dans les années 2000, sur ce qu'il appelle des moments de « désinhibition technophile », c'est-à-dire d'étouffement des contestations de l'innovation technologique, à la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Dans ce livre à diffusion plus large, ces études sont reliées par une argumentation critique sur les thèses d'Ulrich Beck et d'Anthony Giddens concernant la « société du risque ». S'il s'agit sans conteste d'un ouvrage d'histoire, fondé sur un travail assez classique d'identification et de contextualisation de sources narratives ou institutionnelles, le propos est bien d'en faire un argumentaire de combat dans le champ du rapport des sociétés contemporaines au risque, structuré par des théories sociologiques pour l'essentiel, et dans lequel les controverses portent sur l'évaluation de l'ancienneté, de la vigueur et des possibilités d'affirmation de la réflexivité sociale sur les innovations techniques.

La thèse de l'auteur est énoncée dès les premières pages : on se trompe à voir dans la réflexivité un acquis de la postmodernité, celle-ci pouvant être documentée dès l'aube de l'ère industrielle dans mille et une petites résistances à l'innovation, la plupart du temps étouffées avant d'avoir eu le temps de structurer un discours contestataire. L'aliénation du monde industriel à la mythologie du « progrès » serait elle-même une mythologie, construite par le capital dans sa stratégie de transformation concomitante du sujet en *homo oeconomicus* et du monde en marchandise. Produire le grand récit de l'innovation technologique, c'est donc faire l'histoire non d'une naïveté partagée, mais d'un aveuglement orchestré.

Les études de cas qui suivent représentent chacune la revisite critique d'un certain nombre d'innovations techniques et des moyens par lesquels le risque qu'elles représentaient avait été circonvenu, la plupart du temps

avec l'aide de la machine d'État et d'experts scientifiques plus ou moins directement reliés à cette dernière, pour le plus grand intérêt de la bourgeoisie industrielle. Au reste, le choix des sources effectué par J.-B. Fressoz place l'accent du côté des agents de la « désinhibition », serviteurs zélés de la doxa, bien plus que du côté des contestataires ou des « subalternes » de l'ordre technique – travailleurs, habitants, patients... –, même si le destin de ces derniers est évoqué dans chacune des monographies.

La première de ces études est consacrée à la manière dont l'inoculation de la petite vérole a servi d'école de gouvernement des hommes par les probabilités au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale et en Amérique du Nord. La seconde monographie poursuit dans la même veine, en interrogeant l'économie politique de la vaccine jusqu'à son triomphe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme illustration de la pertinence du concept de biopouvoir forgé par Michel Foucault, et en éclairant tout particulièrement la violence sociale d'expérimentations pratiquées sur les enfants trouvés. Le troisième chapitre représente un changement de pied, avec une étude en deux temps de la gestion des enjeux environnementaux avant la lettre, centrée tout d'abord sur les nuisances chimiques urbaines, puis sur les conflits d'usage liés à la combustion du varech pour la production de soude nécessaire à l'industrie de la verrerie. L'auteur cherche ici à montrer les mutations, du juridique au scientifique, du recours à l'expertise, favorable à la technique qu'il considère comme le cheval de Troie d'un « état d'exception permanent ». Le quatrième chapitre, pour sa part, s'inscrit dans une étude critique du décret impérial de 1810 sur les industries insalubres, et notamment de la responsabilité de l'un de ses initiateurs, le ministre et industriel Jean-Antoine Chaptal, illustration de la collusion de l'intérêt financier et de la raison d'État. Mais l'argumentation prend ensuite une tout autre ampleur, en faisant de l'hygiénisme, paradigme majeur du XIX<sup>e</sup> siècle, le véhicule d'un détournement des responsabilités du technique vers le social dans l'appréhension du risque. Là

encore, ce sont les migrants, les détenus, les marginaux qui paient le prix d'un risque industriel savamment légitimé. Le chapitre 5 revient à une étude plus limitée, avec la problématique des explosions de gazomètres dans la France urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'empêchèrent pas la désinhibition générale face à la consommation d'énergie fossile. La sixième et dernière étude, dans une logique proche, interroge la machine à vapeur, symbole de l'ère industrielle, comme vecteur d'un apprivoisement du risque par une logique assurantielle tout à fait favorable, encore une fois, aux intérêts du capitalisme industriel.

Si l'essentiel de l'apport de l'ouvrage se trouve dans ces études de cas bien documentées et intelligemment mises en récit les unes par rapport aux autres, c'est toutefois la conclusion que l'on retiendra comme contribution majeure au débat interdisciplinaire. De fait, elle est très explicitement conçue dans ce but. Et d'une manière un peu curieuse, elle reprend d'ailleurs le titre général de l'ouvrage, *L'Apocalypse joyeuse*, comme si le reste n'avait été que l'exposé du sous-titre, *Une histoire du risque technologique*. Une conclusion de dix-sept pages, c'est d'ailleurs presque un essai en soi ou, du moins, l'exposé d'une position épistémologique.

« Un chiasme curieux caractérise notre société libérale et technologique », écrit l'auteur. « D'un côté nous transformons radicalement la nature quand de l'autre nous proclamons l'impossibilité de modifier la société ». Et l'on voit immédiatement que l'on ne se situe plus du tout dans un académisme historien (qui ne dit jamais « nous » pour parler du XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui s'interdit tout autant de parler comme d'un tout de la « modernité »), mais bien dans une agora à la fois transdisciplinaire et politique. Certes, c'est par un argumentaire historique que J.-B. Fressoz présente sa réfutation de la sociologie du risque : la réflexivité ne serait pas un acquis de la modernité tardive, mais une constante de la vie sociale agressée par l'innovation technologique et menacée par l'aliénation capitaliste, qui seraient, au vrai, les deux faces d'un même processus historique. S'inscrivant dans la lignée de Michel Foucault, mais aussi d'une tradition philosophique critique de l'*Aufklärung*, l'auteur voit dans tout savoir un pouvoir, et dans toute technique un instrument de contrainte. Et ce qu'il va chercher dans les discours des « experts » des premières décennies de l'ère industrielle, c'est bien les traces de l'imposition d'un nouvel ordre ontologique par des dispositifs matériels et immatériels visant à « ajuster le monde à l'impératif technologique » (p. 286). Ce faisant, J.-B. Fressoz opère un raccourci vers le présent, combiné avec une impressionnante montée en généralité, voyant dans le culte fordiste de la croissance, le lobby nucléaire, la présidence Reagan ou les OGM, la confirmation du tournant opéré entre les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles dans l'acceptation fatale

des « petites désinhibitions » construites par des expertises aussi intéressées que biaisées.

« Les historiens ont montré comment la philosophie politique libérale fut *in fine* un projet anthropologique visant à créer un sujet égoïste et calculateur contre les morales traditionnelles du don, du sacrifice ou de l'honneur », écrit-il (p. 293), faisant en fait référence à Christian Laval et aux chercheurs du mouvement anti-utilitariste en sciences sociales (MAUSS), certes pétris de culture historique, mais nullement historiens. Est-ce un problème ? Oui et non : l'histoire comme terrain d'observation n'est la chasse gardée d'aucune discipline, mais c'est le rôle de la discipline historique, et J.-B. Fressoz le sait bien pour la pratiquer avec rigueur, que de rappeler avec force que les faits historiques se comprennent *in situ*, et non pas *in fine*. Sans quoi, on est dans la téléologie, c'est-à-dire, en l'occurrence, dans l'apocalyptique... Et s'il est en général préférable de ne pas surinterpréter un titre d'ouvrage de vulgarisation, dans le cas d'espèce, on ne saurait aller trop loin : c'est bien la thèse centrale de l'auteur que le libéralisme associé à la technique, *deus ex machina* de la modernité, constitue le dispositif destructeur terminal de l'histoire humaine.

J.-B. Fressoz ne fait certes rien pour encourager une lecture neutre de ses recherches et hypothèses, et les débats suscités par cet ouvrage depuis sa parution, auxquels, bien sûr, il a participé de manière très active, ne peuvent être évacués de ce compte rendu tardif. Le fait que nous écrivions en historien n'arrange rien : de ce point de vue en effet, le livre de J.-B. Fressoz est à la fois une démonstration éloquente de la pertinence de la méthode historique, et le cas d'école d'un détournement assumé, pensé pour nourrir un combat théorique certes nécessaire, mais bien étranger aux ressorts de l'action des protagonistes rencontrés au fil des études monographiques. Et l'on est bien obligé, dès lors, de revenir au métier d'historien pour dire en quoi les arguments de l'auteur de *L'Apocalypse joyeuse* sont insuffisants pour fonder un déterminisme historique de la catastrophe du capitalisme industriel. Tout simplement parce que les études de cas proposées, malgré leur intelligence et leur élégance rhétorique, n'ont pas le poids de véritables thèses, et sont fondées sur des choix limités de documents, d'acteurs et de « moments de vérité » qui pourraient à bon droit être contestés par des spécialistes pointilleux de telle ou telle période, thématique ou tel ou tel terrain d'étude. Il y aurait lieu, sur bien des questions soulevées par ce livre, de proposer des approches plus complexes des processus à l'œuvre ; et peut-être, de nourrir à l'endroit de son auteur un reproche de même nature que celui qu'il adresse aux sociologues : les sociétés précapitalistes n'étaient pas non plus sans tensions ni réflexivité, et les sociétés industrialisées n'étaient pas

non plus dépourvues de marges de manœuvre ou d'*agency*, comme le suggèrent les *Subaltern Studies*.

Mais proposer une histoire plus complexe, cela ne veut pas dire qu'elle est moins intéressante, encore moins édulcorée. Et l'on donnera pleinement raison à J.-B. Fressoz, par-dessus toutes ces observations, pour son volontarisme à éclairer les zones d'ombre, les petits et les grands arrangements de la domination, dans la construction du devenir des sociétés industrialisées. Si

l'apocalypse n'en est pas forcément une, sa dimension « joyeuse » est effectivement singulièrement frelatée.

**Pierre Cornu**

(Université Lyon 2, Laboratoire d'études rurales,  
Lyon, France)  
pierre.cornu@univ-lyon2.fr

### **Le développement durable. Une nouvelle affaire d'État**

Pierre Lascoumes, Laure Bonnaud, Jean-Pierre Le Bourhis, Emmanuel Martinais  
Presses universitaires de France, 2014, 216 p.

Le développement durable est-il devenu, en France, une « nouvelle affaire d'État », comme l'annonce cet ouvrage ? Signalons d'emblée que le titre, particulièrement accrocheur, est également ambigu car il est plus question, ici, d'analyser les mutations de l'administration de l'État à travers une réforme impliquant le ministère en charge de l'environnement que d'étudier la manière dont le développement durable serait effectivement devenu une nouvelle préoccupation des pouvoirs publics. Plus précisément, le livre porte sur la fusion de ministères traditionnellement opposés : ceux de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Industrie. Il revient sur le contexte politique de cette fusion, sur les facteurs qui l'ont rendue possible sous cette forme particulière, et sur ses effets en termes d'organisations, de métiers et d'action publique. Ses auteurs sont issus de différents horizons disciplinaires : science politique (Pierre Lascoumes, Jean-Pierre Le Bourhis), sociologie (Laure Bonnaud) et géographie (Emmanuel Martinais). Le matériau empirique qu'il mobilise provient essentiellement d'entretiens et de diverses sources documentaires (rapports d'inspection, archives de services, organigrammes, etc.).

Le premier chapitre est consacré à l'invention du grand ministère du Développement durable – pas important, cependant, au point d'inclure l'agriculture, un gouvernement de droite ne pouvant se payer le luxe de mécontenter l'une de ses bases électorales... Les réflexions autour de cette nouvelle structure ont lieu à la fois dans un contexte marqué par la place assez importante accordée aux questions environnementales lors de la campagne présidentielle de 2007 et dans un souci devenu constant de générer des économies budgétaires et davantage d'efficacité administrative. Les conseillers de Matignon et de l'Élysée occupent une place centrale dans le chantier de la restructuration, les grands corps techniques ayant de leur côté anticipé cette évolution, devenue depuis quelques années un « serpent de mer ». Le deuxième chapitre porte sur les phénomènes de concurrence entre corps de fonctionnaires. Pour illustrer ces phénomènes, on se bornera à rappeler que les grands

corps techniques n'ont validé *in fine* la fusion des directions régionales de l'Environnement (DIREN), de l'Industrie (DRIRE) et de l'Équipement (DRE) qu'après avoir obtenu des garanties sur l'équité dans la répartition des postes de directeurs régionaux. La fusion du Corps des ponts et chaussées avec celui du génie rural, des eaux et des forêts, comme le regroupement des directions départementales de l'Équipement (DDE) et de l'Agriculture (DDA), leur ont permis de conserver leur autonomie, notamment vis-à-vis du corps préfectoral, plutôt perdant dans cette réforme – le Corps des mines se distinguant quant à lui par son désengagement presque total de la sphère administrative publique.

Dans le troisième chapitre, les auteurs s'attardent sur l'imbrication des réformes « travaillant » le domaine de l'environnement : la fusion ministérielle mais aussi le Grenelle, qui s'est en réalité peu intéressé aux questions administratives, et la Révision générale des politiques publiques (RGPP), dont les objectifs (non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, diminution du nombre de directeurs) ont été intégrés chemin faisant mais ont pesé lourd sur la carrière et le travail de certains agents (suppression de certaines missions, en particulier en matière d'assistance aux collectivités, mutualisations entre services, etc.). Quelques limites du projet réformateur sont ici rappelées, comme le maintien de directions ministérielles dans leur forme antérieure. Le quatrième chapitre porte sur les nouvelles directions régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL). Dressant un portrait de leurs directeurs, les auteurs démontrent que leur parcours et leur appartenance à tel ou tel corps n'ont pas eu vraiment d'impact sur leur lecture de la réforme, dont la mise en œuvre différenciée selon les territoires s'expliquerait plutôt, selon eux, par d'autres facteurs : *turn over* des personnels, présence de cadres expérimentés, etc.

Dans un cinquième chapitre, il est avancé que, s'ils ne se sont pas toujours traduits par des mutations organisationnelles profondes, la transversalité et le dialogue entre agents issus de secteurs différents sont devenus des

préoccupations majeures des directeurs de DREAL. Revers de la médaille : ces derniers doivent gérer, parallèlement, l'allongement des distances entre la base et le sommet des organisations, l'émiettement des compétences ou encore la pérennité de cultures liées à certaines missions en voie de réorganisation. Le sixième et dernier chapitre s'intéresse aux effets de la mise en place des DREAL sur les métiers et l'action publique locale. Le constat, ici, est surtout celui d'une grande diversité de situations, entre *statu quo* organisationnel (instruction des dossiers relatifs aux projets de développement industriel), interventions regroupées au sein d'une même entité mais également peu affectées (contrôle des transports terrestres), collaborations fortes et peu conflictuelles (prévention des risques) et restructurations aléatoires impliquant selon les cas apprentissages réciproques ou conflits (énergie, climat, biodiversité).

L'ouvrage se situe dans un intermédiaire entre sociologie de l'administration, sociologie de l'action publique et, plus marginalement, sociologie des professions. Les auteurs analysent les mutations de l'État en ayant recours à un minimum de références conceptuelles. Cette caractéristique rend le livre abordable à un large public. Ajoutons que l'ouvrage, d'une grande richesse empirique, se distingue par un souci permanent de donner à voir au lecteur le matériau auquel il s'adosse, que ce soit sous la forme d'extraits d'entretiens, de tableaux ou d'organigrammes. Cela en fait non seulement un texte rigoureux et convaincant sur le fond mais aussi un récit vivant et agréable à lire.

L'un des principaux apports réside dans l'analyse fine qui est faite de la réforme, ou plutôt d'une pluralité de réformes en interaction. Dans cet imbroglio, les principes du *New Public Management* occupent une place réelle mais relative, que le décryptage d'autres logiques permet de restituer précisément. Les objectifs d'économies et de transversalité de l'action publique sont ainsi déployés sous contraintes : nécessité de mener la réforme tambour battant, luttes entre corps, etc. La mise en œuvre pragmatique du dispositif au niveau régional n'enlève rien aux tensions qu'il véhicule : tensions entre les mots d'ordre, entre le nouveau et le « déjà là », entre la volonté de décloisonner les secteurs et les fusions de façade. Cette situation débouche sur des bricolages qui peuvent prêter à sourire, comme ces « directeurs virgule », à la fois adjoints au directeur et... directeurs. Un autre tour de force de l'ouvrage est de parvenir à la fois à embrasser large (à la mesure du champ d'action du nouveau ministère), de rendre compte de tendances générales, et d'être en même temps très précis dans la description des mécanismes étudiés.

Les auteurs assument ici un regard centré sur l'État dans un sens assez strict – essentiellement le ministère et les DREAL. Il en ressort un certain nombre de points aveugles. Le premier concerne l'échelle départementale,

peu présente dans le livre et pourtant au cœur des mutations que vit aujourd'hui l'administration. Ce niveau est abordé par petites touches, de manière plutôt rapide dans l'ensemble. Certes, contrairement à l'Équipement, le ministère de l'Environnement ne disposait pas, historiquement, de services départementaux. Les directions départementales des territoires (DDT) ont cependant aujourd'hui des services en charge de l'environnement. Par ailleurs, les services des ex-DDE et ex-DDA effectuaient, avant la réforme, des missions pour le compte du ministère de l'Environnement, par exemple dans le domaine de la police de l'eau. Une plus grande prise en compte du département aurait permis d'ouvrir la discussion sur les rapports entre le nouveau ministère du Développement durable et celui de l'Agriculture, qui, à titre d'illustration, retire depuis quelques années ses agents des missions qu'il considère relever du Développement durable par crainte de se les faire prélever à terme. Cela aurait également permis d'insister davantage sur les enjeux liés aux reconversions professionnelles massives plus ou moins forcées, sur les difficultés liées aux longues vacances de postes dans les zones les moins attractives du pays, ou encore, en creux, sur la manière dont est menée concrètement la régionalisation de l'État territorial.

Il n'est évidemment pas possible de tout dire dans un ouvrage, mais une manière possible de prolonger la réflexion consisterait, nous semble-t-il, à se pencher sur les établissements publics sous tutelle du ministère du Développement durable : Parcs nationaux, Agences de l'eau, Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), etc. Ces établissements jouent un rôle fondamental dans un certain nombre de politiques environnementales. Or, les réformes de l'État ont évidemment des prolongements dans ces structures qui regroupent fonctionnaires et agents contractuels et qui ne sont ni tout à fait l'État ni tout à fait autre chose : diffusion des impératifs néomanagériaux, perte de sens et entrée en crise de certains métiers (comme les anciens gardes-pêche), recherche de la « taille critique », etc.

Un autre point aveugle de l'ouvrage provient du fait que l'analyse des appropriations locales de la réforme est relativement repliée sur l'administration elle-même. Concernant les fusions régionales entre services, par exemple, il est rappelé que les directeurs préfigurateurs ont bénéficié d'une certaine latitude, mais que ce qui était acceptable quelque part par les agents ne l'était pas forcément ailleurs. Les lectures de la réforme ne sont toutefois pas rapportées aux configurations locales qui construisent les enjeux dominants territoire par territoire et au sein desquelles les services de l'État ne sont que des acteurs parmi d'autres, collectivités locales en tête. Les modalités d'organisation et d'intervention des DREAL ne peuvent rester totalement indifférentes à ce qui se passe à l'extérieur. La construction de l'intérêt général

local a sans doute des effets sur la manière de s'approprier un dispositif de réforme. Il nous semble qu'un tel décloisonnement de l'approche institutionnelle en direction du territoire pourrait s'avérer fructueux.

Enfin, l'environnement sort-il gagnant ou perdant de la fusion ? La réponse à cette question n'apparaît pas si claire à la lecture du livre. Le ministère de l'Environnement était faible hier ; il fait aujourd'hui partie d'un ensemble plus vaste. Mais est-ce que cette fusion a donné plus d'importance aux problématiques environnementales ? L'étude des organigrammes et du design organisationnel trouve ici ses limites. Répondre à cette interrogation impliquerait une analyse précise et systématique des arbitrages rendus en matière d'action publique. La tâche est ardue. Sans même parler de la plasticité de la notion d'environnement (une mesure favorable au transport ferroviaire peut-elle être interprétée comme une « victoire » de l'environnement ?), il sera dans bien des cas difficile de pouvoir affirmer que les acteurs en charge

de ces questions ont, sur tel ou tel dossier, pris le dessus sur les autres. Méthodologiquement complexe, la question ne se pose pas moins avec une vraie acuité à l'heure où ce domaine est relégué à l'arrière-plan des priorités gouvernementales.

Ces quelques pistes de discussion ne font que témoigner de l'intérêt majeur suscité par l'ouvrage, qui apporte une contribution importante et particulièrement éclairante à des débats très actuels et dont il faut vivement recommander la lecture à la fois à ceux qui souhaitent se pencher sur les restructurations administratives en cours et à ceux qui s'intéressent à la manière dont l'État s'empare depuis quelques années des questions environnementales.

**Sylvain Barone**

(Irstea, UMR G-EAU, Montpellier, France)

sylvain.barone@irstea.fr

### **Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation**

Pierre Campagne, Bernard Pecqueur

Charles Léopold Mayer, 2014, 267 p.

L'ouvrage qui est divisé en trois parties présente un intérêt théorique et empirique. Sur le plan théorique, son titre peut être trompeur pour le lecteur. Il ne couvre ni l'ensemble des théories du développement territorial, et en particulier le champ du développement durable, ni l'ensemble des secteurs économiques puisqu'il reste centré sur le secteur agricole, ni l'ensemble des pays qui pourraient être concernés au Nord comme au Sud. Les auteurs annoncent d'ailleurs la couleur très rapidement. Le modèle traite du développement économique en milieu rural, mais, en l'adaptant aux conditions locales, il pourrait être généralisé à d'autres territoires pour répondre à la mondialisation. Cela justifie sans doute à leurs yeux l'omission du terme « milieu rural » dans le titre alors que l'ouvrage est centré sur son étude. Ils décrètent, par contre, plus qu'ils n'expliquent, la façon dont le modèle pourrait être généralisé ou étendu aux problématiques du développement durable, ou à d'autres secteurs économiques. L'ouvrage fait par ailleurs peu de liens avec l'espace urbain, alors qu'ils sont aujourd'hui déterminants pour la structuration de l'espace rural. Le livre effectue une synthèse intéressante de la plupart des travaux et concepts développés par Bernard Pecqueur depuis trente ans. Les concepts de territoire et de gouvernance territoriale, ceux de système productif local, de ressources spécifiques et de panier de biens y sont mobilisés pour construire le modèle visant à apporter des solutions aux problèmes productifs du milieu rural. Il écarte donc d'autres modèles qui auraient pu être utilisés : celui de l'économie résidentielle, qui ne pose pas

directement les problèmes en termes productifs mais en termes de circulation des richesses ; ceux de l'économie du patrimoine et de l'économie sociale et solidaire, qui permettent de poser plus directement la question de l'utilisation sociale des richesses créées.

Au niveau empirique, l'ouvrage se trouve enrichi par la collaboration entre un universitaire et un praticien. Il évoque un certain nombre d'exemples à l'appui des hypothèses du modèle. Il mobilise en particulier une analyse sur seize territoires dans dix pays de l'espace méditerranéen. Les exemples internationaux sont toutefois limités et concernent essentiellement des pays émergents mais pas moins avancés comme certains États de l'Afrique subsaharienne. Cela suggère d'emblée que les possibilités d'accéder à un marché national ou mondial sont déterminantes pour que le modèle agricole puisse fonctionner sur la base d'un modèle de développement territorial.

La première partie de l'ouvrage, sans doute la plus intéressante pour ceux qui ne connaissent pas les travaux des auteurs, permet de proposer une histoire économique et sociale des territoires ruraux, et une typologie des espaces ruraux qui diffère notamment de celle de la Datar.

Cette histoire présente d'une manière très précise l'évolution des espaces ruraux en fonction de la place de l'agriculture et de l'impact du modèle économique capitaliste sur l'évolution sociale. Le concept marxiste de forme sociale de production est mobilisé dans cette partie pour appréhender l'évolution sociale. Les territoires

ruraux sont d'abord passés par trois modalités de développement. Le développement agricole correspond à une période qui va du début de la révolution industrielle à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Durant cette période, l'agriculture est le principal secteur économique. Les espaces ruraux assurent leur fonction qui est de nourrir les populations qui migrent vers les villes industrielles. Le développement rural fait suite à une baisse de la place de l'activité agricole dans les espaces ruraux entre 1945 et 1973. On assiste alors à un phénomène de désertification. La société agricole devient une société rurale qui cherche à maintenir son identité et à lutter contre cette désertification. Elle insiste sur la nécessité de maintenir la forme sociale de production paysanne. Les exploitations appliquent la polyculture-élevage. Le principe est que la famille cherche avant tout à se nourrir grâce à son exploitation et à produire sur place tous les intrants qui lui sont nécessaires. Le surplus agricole peut être vendu pour permettre à l'exploitant de réaliser certains investissements.

Les transformations les plus importantes vont naître à partir des années 1970 sous l'effet de l'installation du modèle agricole dominant et de la politique agricole commune. Il induit une véritable industrialisation de l'agriculture basée sur la recherche d'importants gains de productivité, la concentration des exploitations et leur spécialisation. Il induit une globalisation des marchés agricoles. Il entraîne le passage à une formation familiale marchande. Les exploitations ne centrent plus leur activité prioritairement sur la satisfaction des besoins de la famille mais se spécialisent et externalisent pour dégager un surplus. Le paysan peut se muer en jardinier s'il choisit de conserver un jardin pour sa consommation propre de légumes ou pour se détendre. Cela peut même aller jusqu'à la forme sociale capitaliste où comme dans les très grandes exploitations, le propriétaire ne va jamais sur le terrain, voire se contente de posséder des titres représentatifs de la propriété agricole. À la suite de ces mutations, on entre dans l'ère du développement territorial des espaces ruraux. Ceux-ci vont se constituer en territoires cherchant à construire leur identité et conscients de disposer de ressources propres. Ils vont bénéficier d'un important mouvement social qui aspire à un retour au pays et d'un important mouvement de décentralisation.

La typologie proposée part d'un point de vue différent de celle établie par la Datar pour la prospective 2020. Elle est le fruit d'une vision différente du rapport de l'espace rural à l'espace urbain. Les territoires ne sont plus soumis à l'espace urbain puisqu'ils ont des potentialités de développement par eux-mêmes. Il y a tout d'abord deux catégories de zones favorables. La première catégorie ne raisonne pas en termes de développement territorial. Cela correspond soit aux zones qui ont bénéficié d'importants investissements des pouvoirs

publics pour maintenir un minimum d'activités dans des sociétés rurales ; soit aux zones qui bénéficient de conditions naturelles exceptionnelles et ont pu maintenir une économie agricole très industrialisée répondant aux canons du modèle dominant. La seconde catégorie va s'appuyer sur le développement territorial pour produire des produits agricoles, industriels et artisanaux spécifiques. La troisième catégorie est celle des zones difficiles et intermédiaires qui ont de gros problèmes d'enclavement et/ou des conditions naturelles trop difficiles pour s'intégrer au modèle dominant ou n'ont pas bénéficié d'aides des pouvoirs publics.

La deuxième partie présente les principales composantes du développement territorial. Elle est organisée autour de trois concepts fondamentaux qui font l'objet d'un chapitre ; ils s'enchaînent de façon logique pour démontrer la validité du modèle et mobilisent un certain nombre d'exemples.

Chaque espace rural dispose de ressources qui expriment les potentialités d'un lieu. Elles sont donc physiques ou non. Elles sont potentielles parce qu'elles ne sont pas forcément activées, autrement dit utilisées dans un processus de production. Ces ressources sont génériques ou spécifiques. Les ressources génériques sont transférables d'un espace à un autre par un échange marchand. Elles existent ailleurs sous une forme standard comme la main-d'œuvre, le capital, les matières premières, l'information. Certains produits peuvent cependant changer de statut et devenir spécifiques alors qu'ils étaient génériques. C'est le cas, par exemple, des produits agricoles destinés à l'économie domestique ou de proximité qui vont être mis sur le marché. Les ressources spécifiques ne le sont pas parce qu'elles reflètent le « génie des lieux » exprimant une nouvelle organisation du système localisé de production. Plus précisément, leur transfert entraînerait un coût de réaffectation déterminée par le contexte. Tous les facteurs de production à l'exception des matières premières peuvent devenir spécifiques s'ils sont liés à un contexte particulier. Il est donc très difficile de leur donner un prix. Les ressources spécifiques font partie intégrante de la solution aux problèmes productifs. Elles résultent d'un processus d'apprentissage collectif long qui renvoie à la mobilisation d'éléments non marchands élaborés dans un espace de proximité et fondé sur la réciprocité. L'échange fondé sur la réciprocité reste contraint dans le temps et basé sur des éléments non monétaires comme la confiance ou l'estime.

L'activation d'une ressource relève d'une véritable stratégie de développement qui permet de lutter contre les effets de la mondialisation. Il s'agit dès le départ d'éviter que la ressource potentielle se transforme en ressource générique mettant ainsi tous les territoires en concurrence dans le cadre du marché global. Les auteurs parlent de stratégie de spécification. La ressource

générique peut être activée sur la base d'une logique marchande. La ressource spécifique, elle, est souvent activée sur la base d'une logique non marchande ou d'engagement. Le changement de statut est possible mais moins facile en termes de coûts de réaffectation. Pour activer la ressource spécifique, il faut notamment mobiliser les différentes formes de proximité et en particulier la proximité institutionnelle ou culturelle. La spécification accompagne souvent le processus de révélation du territoire qui prend conscience de l'existence d'un stock de ressources dont il ne connaissait pas a priori l'existence. L'activation d'une ressource n'a de sens que si la ressource spécifique se trouve valorisée au travers de produits pouvant être vendus sur un marché. Le processus vise donc d'abord la valorisation de ressources territoriales attachées à des pratiques très anciennes et significatives du processus d'engagement. C'est le cas notamment dans les démarches de création d'une appellation d'origine contrôlée (AOC). La différenciation ou la spécification, les auteurs utilisent parfois indifféremment le même terme, relève de deux mécanismes. Le premier mécanisme vient du réseau créé autour des ressources spécifiques. La mise en réseau renforce le caractère spécifique et non transférable de la ressource. Les participants au réseau s'engagent non seulement à respecter les normes de spécificité de la ressource, mais ils contribuent à leur caractère intransférable puisqu'ils sont attachés collectivement à son territoire d'activation. De leur côté, les ressources génériques sont transférables individuellement parce qu'elles sont exemptes de toute externalité positive ou négative. Le second mécanisme vient du panier de biens créé pour le consommateur. Celui-ci va acheter un produit du terroir pour sa capacité à couvrir un besoin physiologique (se nourrir, par exemple) mais aussi et surtout parce que cela répond à un besoin d'appartenance à un territoire. Cela contribue en même temps à renforcer la spécificité des autres produits du terroir.

L'activation d'une ressource et sa valorisation ne sont possibles que dans le cadre de l'exercice d'une certaine forme de gouvernance territoriale qui crée les conditions d'un développement territorial. Il s'agit de favoriser une réelle intégration des relations hors marché dans la dynamique de construction du territoire. Le territoire peut être donné ou construit. La construction du territoire repose sur le pouvoir politique au sens large : États, privé, associations qui jouent un rôle particulier dans cette mobilisation. La dynamique des territoires s'appuie sur une démarche mobilisant l'analyse stratégique : diagnostic, prospective, planification. Elle peut se décomposer en plusieurs niveaux d'intégration. Les travaux empiriques permettent aux auteurs de retenir quatre niveaux. La gouvernance peut être achevée quand les trois types d'acteurs gèrent ensemble le processus de développement. Elle peut être inachevée si la coordination entre les

acteurs pose problème, de sorte que le territoire a du mal à se construire. Elle peut être déviante quand la gouvernance est centrée sur un seul projet, sur une zone du territoire, ou quand un acteur assure seul la gouvernance. Elle peut être complexe quand elle débouche sur la proposition d'un panier de biens.

La troisième partie qui s'intitule « Vers un nouveau modèle de développement » a surtout un caractère conclusif. Les auteurs commencent par faire la distinction entre mode et modèle de développement. Le premier correspond à la façon dont chaque unité de production des territoires peut combiner les facteurs de production de manière à provoquer son développement dans un contexte donné. Le second fait par contre référence à la similitude existant entre l'ensemble des processus correspondant aux modes de développement choisis par les unités de production. Le modèle permet d'évacuer le relativisme du contexte, même si les auteurs refusent l'idée normative d'un modèle. Le développement territorial est cependant un modèle parce que l'on retrouve dans tous les espaces ruraux l'idée que les processus de développement visent à mobiliser les acteurs pour construire un territoire qui permettra de valoriser de nouvelles ressources. Ils poursuivent en rappelant les caractéristiques du développement territorial. Celui-ci s'appuie sur la création d'une rente de qualité territoriale qui est le résultat de la valorisation des ressources spécifiques du territoire. Il s'appuie sur une modification du rapport au marché. Le territoire se situe entre les unités de production et le marché. Il repose sur une prise de conscience des acteurs de l'existence de ressources locales et sur une certaine forme de gouvernance. Les effets de ce modèle de développement se trouvent du côté de la sécurité alimentaire des populations et la couverture des besoins fondamentaux. Pour les zones difficiles, cela passe par une augmentation des revenus monétaires dans le cadre d'une circulation locale des valeurs créées et d'un enrichissement limité. On n'est donc pas dans un modèle de développement qui induit une fuite en avant dans l'accumulation de richesses. L'ouverture des territoires vers l'extérieur est maîtrisée pour éviter la soumission à la logique du modèle dominant. Cela suppose la mise en place d'une véritable gouvernance économique fondée sur une démocratie participative. Le développement est endogène, autoentretenu et intégré en ce sens qu'il permet en partant d'une logique « *bottom up* » d'assurer par soi-même ses propres conditions de vie et l'interaction entre tous les processus mis en œuvre dans le développement du territoire.

**Philippe Duez**

(Université d'Artois, UMR 9221 LEM, Arras, France)

philippe.duez@univ-artois.fr

### Cultures du risque en montagne. Le Pays Toy

Monique Barrué-Pastor (Ed.)

L'Harmattan, 2014, 624 p.

Cet ouvrage traite de la relation au risque des habitants du « Pays Toy ». Cette appellation désigne un territoire situé dans les Hautes-Pyrénées et qui correspond géographiquement au canton actuel de Luz-Saint-Sauveur, constitué des trois vallées de Luz, Barèges et Gavarnie. Pour être exact, il faudrait d'ailleurs parler au pluriel « des » relations au risque de diverses communautés habitant, fréquentant ou intervenant dans la gestion de ce territoire, communautés dont la nature et la diversité ont par ailleurs évolué au fil du temps, des bergers éleveurs traditionnels aux touristes contemporains. L'analyse de ces évolutions au cours des deux derniers siècles est un des objectifs et un des intérêts de cet ouvrage. De même qu'il serait plus exact de parler des relations « aux » risques au pluriel, même si le risque d'avalanches occupe une place centrale et fait l'objet d'un développement tout à fait particulier dans l'ouvrage. Le rapport à d'autres risques, d'ailleurs pas uniquement « naturels », occupe une place importante dans l'analyse, même si ces risques ne sont pas aussi longuement développés que les avalanches.

Ce volumineux ouvrage de plus de 600 pages constitue d'une certaine façon un rapport des recherches conduites au cœur de ce territoire depuis plus de vingt années par l'auteure, au sein d'une équipe s'élargissant progressivement, y compris en termes de pluridisciplinarité (géographie, ethnogéographie, aménagement, architecture, agronomie, histoire...). Ces recherches ont la particularité, et le grand intérêt pour l'analyse proposée, d'avoir reposé sur deux enquêtes auprès des populations de ce territoire, conduites à 20 ans d'intervalle (en 1988-89 et 2007 et 2009).

En introduction, l'auteure rappelle la séquence des travaux de recherches ayant jalonné le cheminement dont il est rendu compte dans cet ouvrage. Les disciplines mobilisées sont précisées ainsi que quelques caractéristiques-clés du territoire d'étude, le Pays Toy, et des communautés qui y vivent, d'éleveurs-bergers notamment, des risques qui s'y rencontrent et d'éléments patrimoniaux particuliers, notamment architecturaux. Enfin, la structure générale du livre est exposée et commentée. Pour qui ne connaît pas en amont les caractéristiques particulières de ce territoire, la présentation nécessairement rapide, en introduction, de ces différents aspects peut à ce stade laisser interrogatif sur ce qui distingue tant le Pays Toy d'autres vallées de montagne, ou sur les raisons de la focalisation annoncée sur le risque d'avalanches et les caractéristiques architecturales de bâtiments d'alpage. Les réponses à ces éventuels questionnements sont apportées chapitre après chapitre à la lecture du document.

Une première partie intitulée « Risque, histoire, identité et territoire » présente dans un premier chapitre les choix théoriques et méthodologiques opérés en termes d'interdisciplinarité notamment, mais aussi pour collecter les données et les informations nécessaires à l'étude, à partir d'archives, de la presse régionale, d'entretiens, de la toponymie, de la topographie, de l'analyse du paysage, etc. Le tout est d'ailleurs regroupé sur un CD-ROM (32 p.), sur support cartographique, joint au livre. Le chapitre suivant entre dans le détail de l'histoire du Pays Toy durant les deux derniers siècles, et des principaux fondements de la culture du risque et de l'identité collective de ce territoire. C'est en particulier dans ce chapitre que l'on comprend certaines originalités des sociétés anciennes de ces vallées, jouissant d'une large autonomie de gestion et de régulation, et pratiquant des règles traditionnelles d'usages en matière de transmission d'héritage qui sont tout à fait originales. Dans cette partie sont aussi passés en revue les principaux risques, de toutes natures, auxquels ces communautés étaient confrontées, et les moyens qu'elles avaient mis en œuvre pour « vivre avec ». Dans le troisième chapitre sont analysés les liens entre identité, culture et territoire Toy. C'est dans ce chapitre que l'on apprend les origines et le sens de cette dénomination, illustrés notamment par la transcription de quelques entretiens avec des habitants se reconnaissant plus ou moins « Toy ».

Un dernier chapitre, assez court, termine cette présentation générale en proposant une chronique de l'histoire du risque dans le canton de Luz-Saint-Sauveur.

La deuxième partie, « Risques, savoirs et architecture vernaculaire », se concentre sur une forme de lecture du risque et de son intégration par la société locale des éleveurs dans le Pays Toy, au travers des caractéristiques particulières de l'architecture des granges fortifiées, spécialement adaptée au risque d'avalanches. Le premier des deux chapitres de cette partie en constitue une sorte d'introduction, qui confronte, pour commencer, les typologies des avalanches en usage respectivement au sein de la communauté scientifique et technique du domaine et au sein des communautés traditionnelles de ces vallées. Sur cette base sont ensuite passées en revue les diverses formes de génie paravalanche qui ont été mises en œuvre sur ce territoire, dont ces techniques d'architecture particulières que les habitants bergers-éleveurs ont progressivement développées pour leurs bâtiments les plus exposés. Le second chapitre présente de façon très détaillée la typologie relativement diversifiée de cette architecture vernaculaire adaptée au risque d'avalanches, en s'appuyant sur de nombreux schémas, plans et photographies.



La troisième partie s'intéresse aux « Vécus, représentations et pratiques du risque ». Comme l'annonce un premier court chapitre d'introduction, cette partie est fondamentalement basée sur l'exploitation de la « parole des Toy » ; cette parole a été recueillie à deux reprises, quelquefois auprès des mêmes personnes, à vingt ans d'intervalle au cours des deux campagnes d'entretiens réalisées respectivement en 1988-89 et en 2007 et 2009. Ce chapitre introductif détaille également les méthodologies d'entretien et de transcription adoptées. Le chapitre suivant décrit l'évolution des représentations collectives institutionnalisées des risques par les communautés montagnardes depuis la création des communes, soit pour la période 1843-2009. Il commence assez naturellement par le rappel et la description des structures de gestion collective supports de ces représentations. La mise en perspective d'entretiens réalisés avec les deux derniers maires de Gèdre offre un éclairage spécifique de la période la plus récente, de 1977 à 2009, révèle la variété des représentations et l'importance plus ou moins grande accordée à différents types de risques, et esquisse des premières pistes d'explications de cette diversité.

Avec près de 170 pages, le chapitre suivant est de loin le chapitre le plus long de l'ouvrage. Il livre la transcription in extenso des entretiens réalisés, et répétés, avec dix habitants du Pays Toy correspondant aux profils identifiés comme représentatifs de la typologie proposée des vécus des risques par les bergers éleveurs du Pays Toy. La matière est abondante et très riche, et pourrait être exploitée à d'autres fins que ce livre. La lecture du détail de ces entretiens, bien que pouvant paraître fastidieuse, permet de « faire connaissance » avec les témoins interviewés, de rentrer assez loin dans la compréhension de leurs vécus, et par conséquent d'avoir une lecture d'autant plus « juste » de leurs récits. Ce chapitre se termine par la proposition d'une esquisse de grille de critères de

différentiation des profils identifiés dans la typologie illustrée par ces dix témoignages.

Pour finir, une quatrième partie propose une relecture de la question de la gestion des risques dans le Pays Toy, au filtre des dispositifs de l'action publique. Assez naturellement, dans un premier chapitre sont considérés le dispositif des Plans de prévention des risques (PPR) et la façon dont son formalisme influence ou détermine la prise en compte des risques naturels par la scène territoriale du risque. Le chapitre suivant examine la manière dont le risque a été pris en considération et intégré à la construction et à la diversification de l'offre touristique des sports de montagne.

Enfin, dans une conclusion générale, l'auteure s'attache à resituer cette analyse principalement centrée autour des risques d'avalanches dans une perspective plus large tenant compte d'enjeux globaux, en termes de protection de la biodiversité et de développement durable notamment, susceptibles de recomposer les priorités, y compris sur ce territoire en rapide évolution.

C'est donc une découverte très riche et très complète de ce territoire particulier du Pays Toy que propose cet ouvrage, décliné le long du « fil rouge » que constitue la prise en compte au fil des siècles des risques naturels, d'avalanches en particulier. Les autres problématiques de développement et d'évolution du territoire, porteuses pour certaines d'autres types de risques potentiels, ne sont pas négligées pour autant, et constamment mises en perspective dans la lecture territoriale très complète qui est proposée.

**Didier Richard**

(*Irstea, Unité de Recherche « Érosion torrentielle, neige et avalanches », Grenoble, France*)  
didier.richard@irstea.fr

### **Que donne la nature ? L'écologie par le don**

Alain Caillé, Philippe Chaniel, Fabrice Flipo (Eds)

*Revue du M.A.U.S.S.*, 42, 2013, La Découverte, 247 p.

All contemporary societies equally face the momentous challenge of developing economic activities that enhance the wellbeing of their people while ensuring the evolving maintenance of integrated social and ecological systems. To conciliate economic development with the preservation of nature not only represents one of the greatest political challenges of our times, but also calls for a cultural revolution in the way we think about the environment. In response to these challenges, a new collective consciousness is fast developing, especially in the old industrialized countries, where it is increasingly thought that other forms of knowledge, ethics and values (beside scientific knowledge and technological

applications) are urgently needed to guide human behaviour and environmental decision-making.

By dedicating a special issue to nature as a giving agency, the well-known anti-utilitarian journal *M.A.U.S.S.* proposes to explore some of these value questions. Contributions to this volume (16 printed, and 11 additional ones available electronically on-line) investigate what nature gives to modern humans apart from the obvious resources they use, commodify and trade. In line with the journal's mission, which is to show the universal applicability of Marcel Mauss's symbolic approach to the economy, all contributors wonder whether the relationship between modern societies and

nature is really reducible to market exchanges, or whether it could (or should) be envisaged as a two way gift exchange. As argued by Mauss, for whom the logic of the gift underlies all forms of exchange, and as illustrated ethnographically in the journal since its creation, even where the commodity form prevails, such as in capitalist societies, the economy can never be fully commodified, as it still depends on trust, gift giving, and non-market values. Nowhere, in other words, are there commodities without gifts. Why not, therefore, apply Mauss's understanding of the obligations that necessarily underpin human exchanges to the relationship we entertain with nature? Why not use Mauss's insights to re-imagine nature as an inalienable source of value, and rethink its presence in our lives from a biocentric perspective?

According to the editors (Alain Caillé, Philippe Chaniel, and Fabrice Flipo), who provide a lengthy introduction to the volume, the productivity of nature is like that of human labour; it is first and foremost a gift. As long as the act of giving exceeds the acts of buying and selling, relationships will be irreducible to alienation, exploitation, or predation. Gift giving, which structures relations between humans, can be shown to be every bit as central to the relations we entertain with nonhumans. Looking at nature as a giving entity allows us to interrogate the acts of giving that go on between humans and nature. Caillé, Chaniel, and Flipo invite us to wonder about the identity of this partner we have neglected for so long. The concept of nature as life's web is present in all cultures. It is the reciprocal Other *par excellence*. Under the name of cosmos, universe, Earth, Mother Earth, *pachamama*, Gaïa, or of any other of the terms used since immemorial times to name its encompassing living presence, nature appears to us as a universal totality that precedes us, and exceeds us. Rather than a given, it is a giving force from which we receive, and towards which we should feel an obligation to reciprocate. A kincentric worldview (that is, the cultivation of respectful relations with plants, animals, and landscape features apprehended as members of an extended kin network) is common among indigenous and traditional peoples. Modern people, by contrast, need phenomenology and methodological animism to reconnect with a subjective apprehension of the world (p. 12-15).

Various contributions illustrate the intrinsic, non-utilitarian value of nature, and show how we can open ourselves to the possibilities of new forms of inter-species cooperation (Hallé, Pierron, Chaniel, Raynal, Rogues). The concept of ecological debt, elaborated by Latin American political ecologists in the 1990s within the framework of dependency theory and uneven economic development acquires new meanings once nature is envisaged as a giving subject. The debt that unites humans and nonhumans can never be extinguished, or fully compensated for (Azam). As such, it constitutes the

bedrock of sustainable societies. The gifts of nature, of course, are not devoid of ambivalence; death and illnesses are as much gifts of nature as life is (Chaniel, Fenberg).

Other contributors (e.g. Pierron, Raynal) discuss, like Azam, the futility of green economic instruments such as debt swaps, payments for ecosystem services, or carbon credits. The issue goes further than simply recognizing that the on-going debt we have towards the beings of nature (and life in general) renders us insolvent (p. 132). If we apply the logic of the gift systematically, we come to realise that ecological credits do not derive from property relations, or from relations of appropriation. The language of ecological debt, therefore, is entirely different from the language of standard economics. It derives from an understanding of propriety as presence to the world, founded on the collective decision of non-use, or use followed by restitution, which seals the perpetual alliance between earth and the human community.

The issue of productivity is taken up by various authors (Pierron, Caplat, Vatin). In a fascinating discussion of the Physiocrats, Adam Smith, and Jean-Baptiste Say, Vatin shows how modern economics has evolved from conceptual disagreements about the respective contributions of nature's work and human labour to capital growth. He further explains that French and German political economists built their theoretical models of nature's productivity on forests to measure wealth that is not dependent on human labour. The early modern nature economics was thus developed in relation to a particular modelling of time, the time it takes for trees to grow to maturity. Moreover, forests played a key role in articulating jural discourses about private (short-term) interests and general (long-term) utility, the latter often understood as public good to be placed under state custody. Vatin concludes that questions regarding what nature gives are interesting only in so far as they implicate human labour, its productivity, and, more generally, the organization of economic life among humans. He goes as far as saying that "What we call nature is the sum of the relations between humans over time" (page 177). The issue remains, however, that whereas standard economics base their models on instantaneous time, humans, like other living beings, live their lives according to a multitude of temporalities. Latouche further elaborates this point in his discussion of degrowth economics, and so does Flipo, through a survey of 19th century and 20th century political ideas.

Although analyses of indigenous, peasant and traditional cultures figure prominently in the editors' approach, only two contributions offer detailed analyses of indigenous knowledge systems (Saladin d'Anglure and Morin). Whereas Saladin d'Anglure illustrates the complexities of the Inuit universe, Morin shows how Bolivia and Ecuador, on the one hand, and the United

Nations system, on the other, have reworked indigenous ideas about earth rights and human obligations. The emerging planetary discourse about life lived in harmony with nature opens up a normative space for relational ethics. However, as Morin shows, 'living well' and 'living better' represent contrastive normative discourses. If everyone seems to agree that we can fully achieve our humanity only by relating to the nonhuman, alternatives to current development models are far from consensual.

If Marcel Mauss is to be our guide towards sustainability, if humanity has truly become (universally and

phenomenologically) animist, and if transforming our enemy into rivals or allies is part of the solution to the ecological crisis, there remains, then, much thinking and acting to be done. The authors of this collection are to be praised for having taken a first step in the right direction.

**Laura Rival**

(University of Oxford, School of Anthropology  
and Museum Ethnography, Oxford, United Kingdom)  
laura.rival@anthro.ox.ac.uk

### **Les animaux : deux ou trois choses que nous savons d'eux**

Vinciane Despret, Raphaël Larrère (Eds)

Hermann, 2014, 312 p.

Cet ouvrage, publié en 2014 aux éditions Hermann dans la collection « Colloques de Cerisy », provient effectivement d'un colloque qui s'est tenu au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle en juillet 2010. J'y avais personnellement participé en organisant une sortie de terrain consacrée aux chevaux mais sans en laisser de trace écrite dans l'ouvrage (chacun sait que l'équitation est avant tout un art de l'éphémère...).

Il fait un peu plus de 300 pages, inégalement organisées en trois grandes parties : « Décliner les espèces compagnes » (150 pages en 6 chapitres inégaux), « L'éthologie au laboratoire » (une centaine de pages en 5 chapitres) et « L'éthologie de plein air » (50 pages en 6 chapitres). Chacune de ces parties est introduite par les deux éditeurs qui étaient également les deux codirecteurs du colloque, comme c'est la coutume à Cerisy. Ces courts textes sont très bien écrits en ce sens qu'ils incitent le lecteur à poursuivre au sein de la partie qui suit... sans vouloir rien éviter tant leurs rédacteurs nous appâtent avec intelligence et gourmandise. On sait bien que les colloques de Cerisy rassemblent des participants très divers et qu'il n'est pas toujours facile de donner une cohérence aux ouvrages qui en sont issus. Mais ici justement, les éditeurs s'emparent de cette diversité pour en faire une richesse, dans un ouvrage centré sur les relations que des hommes, des groupes, des sociétés entretiennent avec les animaux. Ils emploient ainsi la métaphore de « partenaires bizarres » pour s'interroger sur notre manière paradoxale de tisser des relations éventuellement très étroites avec des partenaires dont nous ne maîtrisons pas la pensée, même si on se donne les moyens d'apprécier leurs comportements avec nous : « car c'est bien cette proximité et cette différence qui fait que l'animal est bon à penser », nous rappellent-ils. Et tout l'ouvrage, dans sa diversité même, y contribue !

Attention, ainsi qu'ils le soulignent eux-mêmes, n'allons pas chercher là poissons, mollusques, batraciens, reptiles, insectes ou arachnides, il s'agit essentiellement des vertébrés supérieurs, oiseaux et mammifères, qui sont au premier rang des espèces « compagnes » (ainsi que le terme est souligné : « celles avec qui on partage le pain »). Les éditeurs s'interrogent néanmoins sur ce que cela aurait pu donner avec les innombrables espèces non traitées, mais ce sera pour une autre fois ! Ce qui compte ici c'est ce qui nous relie aux animaux de compagnie, d'élevage ou simplement à ceux que l'on observe (pour les combattre, comme les taupes, ou les admirer et les étudier comme les herbivores sauvages) et réciproquement, la manière dont ces animaux eux-mêmes s'impliquent dans ces relations proches ou lointaines, quotidiennes ou sporadiques...

L'ouvrage mêle ainsi des textes théoriques, voire philosophiques, des témoignages de praticiens des animaux, des réflexions sur ce que signifient ces interactions étroites que tous les auteurs connaissent et pratiquent avec le monde vivant à travers les bêtes auxquelles ils s'intéressent, quels que soient justement leur position et le type d'intérêt ou d'affection qu'ils développent.

La première partie vise ainsi à cadrer le cœur du propos collectif : il ne faut peut-être pas commencer par le premier texte, celui de Donna Haraway, et le garder pour une lecture ultérieure. Selon moi, on apprécie mieux son développement du jeu de ficelles comme sa métaphore de la reconstruction et de la recreation permanente des interactions après avoir lu les textes qui suivent<sup>1</sup>. Ainsi,

<sup>1</sup> Ce n'est pas la partie de l'ouvrage à lire dans le train ou sur une terrasse au soleil, car il faut être équipé d'une solide connexion Internet pour aller chercher les nombreux renvois à des sites web qui émaillent ce texte dont la lecture n'est pas facile (un coup de chapeau au passage à nos deux éditeurs qui l'ont traduit depuis l'anglais, car cela n'a pas dû être simple...).

après un rappel des débats philosophiques sur les animaux « machines » ou êtres sensibles par Catherine Larrère, les textes qui suivent apportent une succession de réflexions originales : sur la manière dont la recherche historique (Éric Baratay) peut se positionner sur l'histoire des interactions entre les hommes et les animaux (à partir d'une diversité de sources disponibles) et non plus seulement sur les animaux vus par ce que les hommes en disent ; sur la question de savoir si on peut parler du travail des animaux, en particulier des animaux domestiques, Jocelyne Porcher développe et défend ses expériences personnelles et son analyse qui l'ont conduite à proposer une vision radicalement nouvelle du rôle des animaux dans de nombreuses activités partagées avec les humains et dont les développements me paraissent particulièrement prometteurs. Les deux derniers textes, le témoignage de Joëlle Hofmans et les réflexions de Jérôme Michalon<sup>2</sup>, issues de sa thèse, portent sur l'intimité des relations sociales avec des animaux de compagnie et sur leur usage dans des procédures thérapeutiques. Dans cette dernière situation, il est intéressant de noter que les recherches visant à objectiver cet effet thérapeutique par l'expérimentation reviennent à réifier l'animal et à perdre tout le sens de son action, qui repose sur un système d'interaction résistant à toute instrumentalisation expérimentale.

Dans la partie suivante, ce sont des chercheurs éthologues universitaires (Dalila Bovet), du CNRS (Georges Chapouthier) ou de l'Inra (Alain Boissy, Xavier Boivin) qui rendent compte de leurs interrogations, en tant que spécialistes de l'étude du comportement animal. En quelques pages, Raphaël Larrère se pose en porte-parole du ressenti de ceux, techniciens et animaliers, qui sont chargés de la mise en œuvre des protocoles conçus par les chercheurs.

La dernière partie, enfin, apporte des réflexions et des témoignages sur les approches de terrain auprès d'animaux « sauvages » (encore que les lapins se révèlent sous bien d'autres formes) avec des textes d'André Micoud, Isabelle Arpin, Coralie Mounet, Céline Granjou, Georges Gonzales, Marie-Line Maublanc, Raphaël Larrère, Lucienne Strivay et Catherine Mougnot.

Comme tout ouvrage issu d'un colloque de Cerisy, ce livre exprime les points de vue de ceux qui étaient là, il ne prétend donc pas à une synthèse sur la question mais à une interpellation à partir de regards de philosophes, de chercheurs de différentes disciplines (spécialistes ou non des animaux), de praticiens, etc., rendant compte de leurs travaux à partir d'observations, d'expérimentations, de la littérature ou d'archives, mais aussi de réflexions à partir d'expériences personnelles sur leurs relations avec les animaux. Celles-ci sont ainsi parfois objets d'étude, inspirations philosophiques sur le monde vivant incluant

les hommes tout comme les animaux, ou tout simplement expression des émotions issues de cet étrange partage avec ces « partenaires bizarres », sans que ces points de vue soient exclusifs les uns des autres. C'est ce qui fait l'intérêt de cet ouvrage, et même si les auteurs renvoient souvent à leurs publications scientifiques, au moins pour les chercheurs, ils n'auraient vraisemblablement pas pu le faire de cette façon dans un article scientifique. Et c'est bien souvent ce mélange qui donne du relief à cet ouvrage. Merci à Cerisy, car c'est bien là l'esprit des colloques qui s'y tiennent, et merci aux directeurs pour leur éclectisme dans l'invitation des participants et donc des auteurs, ainsi que pour la grande liberté éditoriale qu'ils leur ont laissée...

Si je devais résumer en une formule simple ce que j'ai appris à l'occasion de ce colloque et retrouvé dans cet ouvrage, c'est qu'il faudrait s'intéresser aux animaux pour ce qu'ils sont et pas seulement pour ce qu'ils font, ou pas, bien ou mal, et tout particulièrement pour ce qu'ils font dans les situations dans lesquelles nous les mettons, selon un protocole – expérimental ou non – et qui n'ont éventuellement aucun sens pour eux ! Pensons ainsi aux perroquets paresseux, à la jeune mère bouquetin, à la taupe astucieuse qui finit par céder, à la girafe de Charles X, au malheureux taureau qui a tué Manolette, à l'athlète équin qui roule des naseaux, à la jument qui se refait une vie à la campagne, et, je l'imagine sans peine, à la chienne championne d'*agility*<sup>3</sup> qui accompagne Donna Haraway dans ce jeu à deux ! D'autant que nous ne pouvons percevoir ce qu'ils sont qu'à partir de ce que nous sommes, c'est-à-dire des interactions, des relations que nous sommes capables de construire avec eux (à des fins particulières<sup>4</sup>) et pas seulement à partir de l'observation de leurs réactions dans les situations dans lesquelles nous les mettons... afin de mieux les comprendre ! Nous avons affaire à des relations entre sujets, donc marquées par leur subjectivité...

Il est clair alors, que si on choisit une telle posture (et il s'agit bien d'un choix délibéré et non d'une posture qui s'imposerait au nom de je ne sais quelle objectivité) dans une perspective de recherche, on va s'intéresser aux singularités de ces êtres et on ne va pas attendre de produire des moyennes à partir de grands nombres ou d'échantillons qualifiés de représentatifs... Et c'est bien à partir d'une collection d'observations singulières, abordées dans et avec leur contexte, à partir de leur situation historique, géographique, sociale, politique, etc., que nous pourrions faire émerger des réflexions et des concepts à caractère générique. Je ne reviendrai pas sur le renoncement volontaire et assumé à produire des lois ou des connaissances à valeur universelle, mais nous nous inté-

<sup>3</sup> Sport canin dans lequel le chien évolue sur un parcours d'obstacles sous la conduite de son maître.

<sup>4</sup> Avec quelle intention entrons-nous en relation ? Cela vaut pour les bêtes, les gens, les choses.

<sup>2</sup> Voir aussi dans ce numéro le compte rendu par Jean-Yves Goffi du livre de Jérôme Michalon, *Panser avec les animaux*.

resserons aux interactions, à leurs dynamiques, aux produits<sup>5</sup> qui en émergent et aux conditions du contexte qui les rendent plus ou moins faciles ou fructueuses. Cela suppose d'échanger, de mettre en regard (plutôt que de comparer au sens propre du terme) des situations différentes (des études de cas ?), à partir d'une interrogation partagée, à caractère générique...

Il faudrait alors se donner les moyens de concevoir les cadres théoriques et méthodologiques qui permettent d'interpréter des ensembles d'études de cas, en ne se privant pas de procéder par induction et de construire des « *grounded theories* » à partir des observations, afin d'aller au-delà du constat que les animaux n'ont pas « respecté » le protocole : peut-être nous en ont-ils proposé un autre, à leur façon, que nous n'avons pas su voir ! À nous de trouver (pas à eux tout de même !). Et c'est bien cela le travail de la recherche que d'éclairer ce qui paraît obscur, peu compréhensible, en particulier quand cela n'entre pas dans des grilles cognitives établies et éprouvées.

On a besoin de tels cadres, inédits, pour rendre compte des systèmes d'interactions qui nous relient ainsi aux animaux (quand on les élève, quand on monte dessus, quand on pratique une activité ensemble...). Mais avec des précautions importantes si ces cadres sont

<sup>5</sup> L'anglais distingue ici, assez heureusement, *output* et *outcome*.

empruntés à d'autres contextes, car ils ne véhiculent alors pas forcément l'environnement (social, historique, politique...) dans lequel ces cadres ont été conçus... Les métaphores doivent rester des métaphores, c'est ce qui en fait l'intérêt, en ce qu'elles ne font qu'aider l'expression quand on ne trouve pas les termes propres, mais elles ne valent pas vérité ! Et il nous reste alors à concevoir les catégories qui rendront compte de ce que l'on veut énoncer. Il n'y a plus qu'à...

Mais l'intérêt de cet ouvrage va bien au-delà de ces considérations qui s'adressent à la recherche, il aide tout simplement à penser, à travers le rapport aux animaux, le monde vivant comme un système d'interactions sociales et dynamiques : il n'y a pas de vie sans connexions ni transformations et celles-ci reposent sur la recomposition permanente des interactions fondées sur l'apprentissage de l'autre, mais aussi de soi-même à travers l'autre. Les animaux ont beaucoup à nous apprendre sur eux, et sur nous-mêmes à travers eux... C'est donc bien à une interrogation sur les modes de production et d'usage du savoir que nous invite cet ouvrage et sa collection d'histoires « humanimales ».

**Bernard Hubert**

(Inra, Unité Écodéveloppement, Avignon, France)

bernard.hubert@avignon.inra.fr

### **Panser avec les Animaux. Sociologie du soin par le contact animalier**

Jérôme Michalon

Presses des Mines, 2014, 360 p.

L'expérience commune de qui se promène avec un gros chien, dès lors que celui-ci n'est ni rébarbatif ni menaçant (« qu'il est gentil », comme s'enquière les passants avec un rien d'anxiété) est celle d'une reconfiguration de la rue accompagnée de nouvelles rencontres et interactions de toutes sortes. Au-delà de l'anecdote, qu'en est-il avec les « animaux thérapeutes », ceux dont on tient le contact pour un soin, ceux dont l'intervention ponctuelle est censée soulager la situation d'une personne malade ou souffrante ? Telle est la question posée par le sociologue Jérôme Michalon dans cet ouvrage issu d'une thèse dirigée par Isabelle Mauz.

Il s'agit d'étudier l'émergence et la mise en pratique des soins incluant le contact animalier et d'analyser le processus de requalification des relations entre les êtres humains et les animaux qui accompagne cette pratique. L'objectif est réalisé en trois parties : la première documente la façon dont s'est constitué un champ autonome de savoir, autour du soin par le contact animalier ; la deuxième décrit les réseaux d'acteurs qui ont promu les pratiques de soin par le contact animalier ; la troisième décrit et analyse les techniques et dispositifs de soins contextualisés : les pratiques y sont observées en

situation. Les méthodes mises en œuvre par J. Michalon sont variées mais bien adaptées à son propos : analyses bibliographiques et bibliométriques, analyses documentaires et entretiens, observations et entretiens.

La première partie est modestement présentée comme chronologique (elle s'intitule « Chronique de la recherche autour des interactions avec l'animal à but thérapeutique »). Mais elle est beaucoup plus qu'une simple chronique scandée par des dates « des origines à nos jours ». Il s'agit d'étudier le processus d'accréditation des savoirs relatifs aux interactions avec l'animal à but thérapeutique. J. Michalon ne cherche pas à montrer comment la structure interne à une pratique déploie des figures successives selon une logique donnée dès l'origine, mais encore implicite et en attente d'être révélée. Au contraire, il prend pleinement acte de l'imprévu et de la complexité d'un processus encore en cours. Pour mener à bien cette étude, il explore un vaste corpus, en anglais et en français principalement, correspondant à un inventaire critique des connaissances disponibles concernant les interactions hommes-animaux à des fins thérapeutiques. Cette littérature couvre la période 1962-2007. Les débuts de la recherche voient se succéder deux moments

significatifs : des fondateurs, souvent psychiatres ou psychologues croient repérer, presque par hasard, que le contact avec des animaux améliore l'état de leurs patients (1962-1985). Ces observations, une fois rendues publiques, vont être discutées par des chercheurs qui les soumettent à des critères de validation, ceux de la biomédecine (études statistiques, essais randomisés, etc.). Là où le premier modèle est clinique, le second est, en quelque sorte, pharmacologique : l'animal y est appréhendé comme s'il s'agissait d'une molécule dont l'efficacité doit être testée (1985-2000). La littérature plus récente (2000-2007) revient enfin sur la notion de relation de soins, en interrogeant la notion de relation ou en questionnant celle de soin ; on note ici quelques notations extrêmement intéressantes et qui auraient mérité d'être développées, sur la façon dont la profession infirmière tente de se réapproprier sa propre histoire par le biais d'une réflexion sur l'animal à but thérapeutique. Même si, en profondeur, l'objet de cette partie de l'étude est un ensemble de cultures épistémiques, l'animal n'est évidemment pas perdu de vue, chacun des trois moments distingués étant tributaire d'une image de celui-ci (animal comme contingence ; animal détaché ; animal attaché). Les analyses et, surtout, les tableaux des pages 110 et suivantes contribuent à donner vie à ces distinctions qui pourraient sembler quelque peu artificielles et à les montrer, en quelque sorte, en action.

La deuxième partie se donne alors pour objet de retracer l'histoire d'une professionnalisation. Bien entendu, cette professionnalisation n'est pas une création de toutes pièces : à chaque fois, l'émergence se fait sur fond de situation antérieure et l'usage de l'animal à vocation thérapeutique se singularise par rapport à des usages qui existent déjà. De façon générale, le contexte est celui de l'animal de compagnie. J. Michalon s'attache donc d'abord à retracer la façon dont des acteurs déterminés (possesseurs d'animaux de compagnie, vétérinaires, industriels, chercheurs, journalistes, associations) ont argumenté et instauré des pratiques visant à établir que les animaux de compagnie apportent du bien-être et favorisent le lien social, contre les soupçons récurrents de misanthropie et d'anthropomorphisme. Ce schéma est reconduit à propos du circuit chien et du circuit cheval. Dans le premier, c'est le handicap qui distingue et rapproche à la fois les chiens d'assistance et les chiens d'intervention thérapeutique (on note de très fines analyses sur le « formatage » des chiens d'assistance : les performances que l'on attend d'eux étant définies de façon très précise, leur aspect physique va rapidement se « standardiser »). Le circuit cheval, lui, s'est constitué à partir du monde de l'équitation, avec ses codes ancestraux, mais profondément modifiés, au XX<sup>e</sup> siècle, par l'émergence d'une nouvelle culture équestre. À la suite de Jean-Pierre Digard, J. Michalon caractérise cette nouvelle culture par la diversité des pratiques qu'elle

recouvre, par sa finalité hédoniste et par l'attachement au cheval comme individu. Ces distinctions, encore absentes, sont portées par d'excellentes pages qui expliquent comment ce qui était initialement conçu comme équitation pour personnes handicapées s'est transformé en rééducation par l'équitation (renommée « thérapie avec le cheval ») et enfin en équithérapie.

L'objectif de la troisième partie est annoncé après une récapitulation des résultats acquis. Les savoirs, les acteurs et les réseaux qui sont abordés dans les parties précédentes ayant été suffisamment décrits, il s'agit maintenant de s'occuper de la matérialité des pratiques qu'on y rencontre, c'est-à-dire de tout ce qui rend un dispositif efficace (J. Michalon s'appuie ici sur la notion de dispositif, au sens de Michel Foucault). Pour présenter cet aspect de son étude, il mobilise la distinction classique entre matière et forme. Dans un premier temps, trois structures sont présentées : Equus, une association loi 1901 de thérapie avec le cheval, l'IFZ (Institut français de zoothérapie) et l'Ehpad<sup>6</sup> d'Aigueperse en Auvergne. La première évoque un centre équestre, la seconde une ferme pédagogique, la troisième un hôpital. Les lieux et les trames des séances qui s'y déroulent sont décrits de façon minutieuse. Ces trois terrains, matériellement si différents, partagent une logique commune, celle de soins, laquelle impose ses propres exigences et ses propres perspectives. L'approche formelle est organisée selon le type de mise en relation : mise en relation par la parole, mise en relation corporelle, mise en relation objectale. Attentif aux diverses dimensions et aux différents usages de la parole, J. Michalon distingue les situations où les thérapeutes se font les porte-parole des animaux pendant la séance et celles où le fait de parler des animaux ou aux animaux a une portée thérapeutique. Les conclusions générales, annoncées sans grandiloquence, sont pourtant d'une très grande portée : J. Michalon oppose une logique naturaliste, où les animaux sont pensés comme physiquement analogues aux êtres humains tout en étant radicalement différents par leur (absence d') intériorité, à une logique animiste – peut-être un autre terme serait-il de nature à éviter certains malentendus – où les différences physiques entre les uns et les autres n'empêchent pas qu'ils présentent des similitudes en matière d'intériorité. C'est, comme on pouvait s'en douter, la logique animiste que favorisent les pratiques décrites. La partie consacrée à la mise en relation corporelle montre de façon précise comment le corps du patient est transformé par le corps de l'animal. Les analyses de détail y sont le plus souvent convaincantes, en particulier lorsqu'il s'agit de montrer comment la relation de soin est susceptible de s'inverser, les bénéficiaires étant les animaux tout autant que les patients. La partie sur la relation objectale s'attache aux « objets, instru-

<sup>6</sup> Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

ments et autres entités matérielles non humaines (et non animales également) » (p. 275) qui entrent dans la relation ; là encore, le propos est porté par des analyses et des descriptions extrêmement précises qui en assurent la crédibilité.

La perspective s'élargit à la fin de l'ouvrage. La logique du soin par le contact animalier « passe par la production de personnes (d'espèces différentes) et de relations entre elles » (p. 302). Il y a création, contact et interactions entre des mondes : monde de la santé, monde du cheval, monde du chien. C'est le *care* comme activité qui assure la cohésion entre ces mondes, face notamment à une hégémonie du monde de la santé, qui aspirerait l'ensemble vers une perspective unilatérale, celle du *cure*.

Le grand mérite de cet ouvrage est de donner une crédibilité certaine à des notions qui, chez certains sociologues-philosophes, jouent plutôt un rôle d'incantation, sans guère de prise sur la réalité (*care*, voix ordinaires,

etc.). Ce qui peut parfois sembler déconcertant, c'est la facilité avec laquelle des concepts massifs (celui de personne, par exemple) sont intégrés dans la réflexion, ce qui donne une certaine impression d'éclectisme. Mais l'auteur le dit lui-même : il a délibérément choisi d'opérer une hybridation entre diverses perspectives et théories. De ce point de vue, son ouvrage est parfaitement conforme à ses objectifs et il fait plus que de suggérer des voies nouvelles : il les parcourt, assez loin, et c'est une belle aventure, pour le lecteur, que de le faire en sa compagnie.

**Jean-Yves Goffi**

(Université Grenoble-Alpes,

Laboratoire Philosophie, Pratiques & Langages,  
Grenoble, France)

jean-yves.goffi@wanadoo.fr

### La modélisation critique

Nicolas Bouleau

Quæ, 2014, 170 p.

La collection « Indisciplines », fondée par Jean-Marie Legay dans le cadre de NSS-Dialogues, a opportunément publié le dernier ouvrage de Nicolas Bouleau. Après avoir été directeur de recherche à l'École nationale des ponts et chaussées dans le domaine de la modélisation probabiliste appliquée aux marchés financiers et aux risques, Nicolas Bouleau est actuellement épistémologue à l'Université Paris-Est et à Sciences Po : sa carrière manifeste assurément le caractère interdisciplinaire et même les vertus de l'indiscipline dont cette collection veut témoigner. Il a déjà publié de nombreux ouvrages importants en modélisation probabiliste mais aussi en histoire et épistémologie de la modélisation. Ce dernier ouvrage forme comme la synthèse de ses acquis en matière de critique historique et épistémologique. Il comporte six chapitres, des bibliographies à la fin de chaque chapitre et un index thématique. Il est d'une lecture aisée et son style est assez percutant : car il se veut aussi un manifeste et un vade-mecum à destination des étudiants se formant à la modélisation. La thèse principale pourrait être résumée ainsi : devant l'essor toujours accru des pratiques de modélisation – ce que Bouleau appelle ironiquement la « modélose » contemporaine –, il est urgent d'enseigner la critique des modèles et de la modélisation. Mais cette critique ne peut se fonder uniquement sur des discussions, des débats et des concertations ni seulement sur l'épistémologie. La thèse maîtresse complémentaire de cet ouvrage est donc la suivante : seul un modèle peut contrer, contester et faire vaciller un autre modèle. D'où

le titre : non pas « critique de la modélisation » mais « modélisation critique ».

Il faut donc enseigner l'habitude de la contre-modélisation. Cela est dû au fait que la critique des modèles – souvent exigée sur le papier – est très difficile dans les faits : dans un modèle qui a coûté bien des efforts, des années d'interaction et de coconstruction, tout se tient. Il devient alors presque impossible d'extirper les hypothèses implicites : « Par des discussions sur un seul modèle, on reste dans des ornières de pensée. La meilleure voie est d'en construire un autre *ex nihilo*. Là, les options apparaissent plus clairement » (p. 120). Bouleau distingue les modèles de la modélisation : la modélisation est une pratique qui élabore des modèles conçus comme outil de décision ou en vue de répondre à des besoins spécifiques (p. 8). C'est dire l'abîme qui peut exister entre la méthode de la science classique – cette dernière étant caractérisée comme une recherche de connaissance moins spécifique car consistant à défier la nature (p. 117-118) – et les approches par modélisation, plus ciblées. La « science défi » est celle dans laquelle « on provoque la nature en combat singulier, la loyauté de la joute étant de respecter les hypothèses qui vont gouverner les règles protocolaires de l'expérience » (p. 117). Cela « inclut la science poppérienne et la science normale de Kuhn » (*ibid.*). La science défi favorise le langage mathématique et implique pour cela une lecture épistémologique tantôt inductiviste (John Stuart Mill), tantôt réfutationniste (Karl Popper) : dans les deux cas, l'accent est mis sur la théorie mathématique que notre

rapport de défi à la nature nous permet d'axiomatiser (p. 116). Bouleau soutient qu'une autre forme de pratique scientifique se dessine avec la modélisation : le langage mathématique y domine encore plus que jamais, mais il y a, selon lui, une place pour le pluralisme. Cette place se donne à voir si l'on rappelle deux faits proches mais distincts : 1) une axiomatisation mathématique peut toujours bénéficier d'une pluralité d'interprétation, même à l'intérieur des mathématiques ; 2) un modèle mathématique est toujours sous-déterminé par les données si elles sont en nombre fini.

Bouleau soutient donc clairement une épistémologie sémantique des modèles. Un modèle est l'interprétation d'une théorie. Plusieurs participants à la construction d'une même modélisation peuvent interpréter diversement une même relation formelle. De fait, pour Bouleau, la science produit toujours des dispositifs de type linguistique : à côté des langages formels qu'instituent les axiomatiques mathématiques, les modèles eux-mêmes sont souvent nommés « langages hybrides » par l'auteur. Le langage hybride mêle du langage ordinaire, du langage des « sciences défis » et du langage des sciences de l'ingénieur (p. 71). Ce langage hybride serait le lieu linguistique de la conception des interprétations des formalismes mathématiques et informatiques mis en œuvre dans les modèles. Il y aurait donc une hiérarchie de langages qui entretiendraient entre eux des rapports d'interprétation, avec, vers le bas, des langages hybrides, plus concrets, sensibles aux besoins comme aux contextes d'énonciation et d'usage. Dans sa propre approche sémantique des modèles, l'épistémologue Bas C. van Fraassen<sup>7</sup> avait insisté sur l'intérêt qu'il y avait à considérer les modèles non plus comme des productions linguistiques, mais parfois comme des structures d'objets susceptibles d'interpréter simultanément des théories diverses, cela de manière à rendre possibles le calcul conjoint de ces théories et donc leur application simultanée : dans cette perspective sémantique, il ne s'agit déjà plus d'évoquer une hiérarchie de langages. En outre, les données sous-déterminent certes les modèles et les théories ; mais les modèles sous-déterminent les théories ; et les théories sous-déterminent leurs modèles aussi. Sur ce point, il y aurait donc lieu en fait de distinguer dès le départ au moins trois grands types de rapport distincts entre modèle et théorie (Leo Apostel, en 1960, en avait signalé davantage) : les modèles théoriques (ébauches de théorie), les modèles de théorie (interprétations d'une théorie) et les modèles pour une théorie (illustration de théorie). Quoi qu'il en soit, pour Bouleau, il est important que les modélisations – même complexes – soient considérées au final comme des dispositifs essentiellement linguistiques, c'est-à-dire comme des moteurs d'énonciations et de savoirs à format propositionnel.

<sup>7</sup> Van Fraassen, B.C., 1980. *The scientific image*, Oxford, Clarendon Press.

On peut le comprendre : cela est nécessaire pour rendre opératoire la dialectique entre modèles, même si l'auteur n'assume pas complètement cette notion, notamment son lien avec une supposée synthèse (p. 144) : pour qu'une modélisation puisse en critiquer une autre et ne pas venir simplement se ranger à ses côtés, se juxtaposer à elle, comme une vision du monde de plus, il faut que les modèles puissent en partie se contrer frontalement. Et cela ne semble pas pouvoir mieux se faire que dans l'élément du « dire ». Le maintien dans le dire permet le maintien dans la possibilité de la contradiction. Les faits se contrarient mais ne se contredisent pas. La modélisation devient effectivement critique si le contre-modèle peut contredire directement une partie des énonciations que permet d'engendrer le premier modèle (p. 160). Un certain nombre de lecteurs de *NSS* savent combien la comparaison de modèles peut elle aussi se révéler à certains égards difficile, ne serait-ce que parce que la simple publicité des modèles a longtemps été un problème. On perçoit un autre sujet à débat dans cet ouvrage : l'auteur admet souvent que le modèle est aussi et avant tout une représentation simplifiante (p. 8, p. 33). Par ailleurs, il propose d'introduire la notion de covérités pour désigner la pluralité des modélisations et des hypothèses chaque fois associées pour traiter un problème (p. 143). On conçoit bien que dans cette partie de la « science défi », où la théorie mathématique est devenue constitutive des concepts, comme en physique théorique, par exemple, il puisse s'agir encore de vérités et même de covérités, en particulier dans le cas de la dualité onde-corpuscule. Mais, s'il s'agit finalement, comme c'est le cas ici, de représentations, d'images, d'interprétations, pourquoi parler encore de vérité(s) ? À ce sujet, les questions contemporaines tournant autour du pluralisme sont présentes dans cet ouvrage, mais elles restent un peu à l'état d'ébauche.

Parmi les passages les mieux réussis, on peut citer sans conteste le chapitre 2 sur les mathématiques ainsi que le chapitre 4 sur les modèles en économie. L'auteur y prend le lecteur par la main pour lui faire faire un saut dans l'histoire de certains formalismes. Au passage, on apprend ou réapprend la polysémie intrinsèque des théories axiomatisées en mathématiques (p. 44), mais aussi ce qui explique la si forte présence de la modélisation mathématique en économie ; ce qui, partant, permet de mieux saisir le débat entre orthodoxes et hétérodoxes. Un autre point tout à fait décisif est à souligner : l'un des intérêts de l'approche linguistique de Bouleau est qu'elle permet une analogie directe et tout à fait heureuse. L'auteur compare en effet la contre-modélisation avec l'art de la rédaction ou de la dissertation (p. 54). Le « professeur » de modélisation devra donc enseigner quelque chose comme un art rhétorique, mais un art de la rédaction pour lequel la méthode ne peut jamais être complètement formelle puisque devant toujours laisser la place



à l'interprétation. Cet ouvrage s'adresse en fin de compte à tout étudiant, doctorant ou enseignant en modélisation. Il sera surtout profitable aux étudiants venant des sciences dites « dures » ou de l'ingénieur, qui – aux dires de l'auteur – en seraient un peu trop souvent restées au critère de Popper : l'auteur a raison là aussi de souligner un déficit de formation critique, au-delà des techniques, dans ces cursus, ce qui est peut-être moins le cas en

sciences de l'environnement, de la vie et dans les sciences humaines et sociales.

**Franck Varenne**

(Université de Rouen, UMR 8598 GEMASS, Rouen, France)

franck.varenne@univ-rouen.fr

### **L'effet Latour. Ses modes d'existence dans les travaux doctoraux**

Claire Tollis, Laurence Créton-Cazanave, Benoît Aublet (Eds)

Éditions Glyphe, 2014, 314 p.

Exercice périlleux que celui auquel se sont livrés les coordonnateurs de cet ouvrage qui entend rendre compte d'une influence : celle de Bruno Latour, de ses travaux et de sa personne, sur de jeunes chercheurs de disciplines différentes, travaillant sur des objets tout aussi variés que la patrimonialisation, les loisirs motorisés, les théories de l'hospitalité ou encore la gestion des espaces verts urbains. Y a-t-il exercice plus académiquement correct, plus conformiste, que l'hommage au maître à penser ? Comment s'y prendre lorsque ledit maître est précisément connu pour son anticonformisme ? Assumer un certain décalage vis-à-vis de « l'orthodoxie académique » (p. 41), une « indiscipline », au risque de suivre ainsi assez fidèlement les pas de Latour. C'est le choix qu'a fait ici le « Latouring Club », comme se présentent eux-mêmes les contributeurs. L'ouvrage est le fruit de leurs rencontres et des échanges qu'ils ont eus ensemble et avec Latour lui-même autour d'une interrogation : comment utiliser les travaux de Latour, et au-delà, la théorie de l'acteur-réseau, dans le cadre d'une thèse ? La question, qui avait déjà fait l'objet d'un texte (Latour, 2006), n'avait pas reçu de réponse très satisfaisante. Plutôt que de fournir un guide à usage des doctorants, les contributeurs proposent ici de passer par le retour d'expérience, et donc d'appliquer une démarche empruntée au pragmatisme, consistant à penser par les effets.

L'ouvrage est décomposé en trois grandes parties, correspondant chacune à un de ces « effets ». La première partie se nomme ainsi « indiscipline », terme utilisé pour désigner les écarts que les contributeurs ont dû effectuer vis-à-vis de leurs disciplines d'origine, de leurs cadres théoriques, suite à la rencontre avec la pensée latourienne. Benjamin Boudou, en philosophe politique, évoque l'apport de Latour et de son projet cosmopolitique sur les théories de l'hospitalité, et réussit avec brio le défi de mettre « Derrida, Kant et Latour dans un bateau (sans faire tomber personne) » (p. 75). D'hospitalité, il est également question dans le texte de Coralie Mounet, qui présente comment elle a accueilli le rôle des

non-humains (des loups et des sangliers) dans la (re)définition d'un territoire. S'ensuit une réflexion sur le social et le spatial, pas toujours limpide, illustrant bien l'embaras dans lequel se trouvent celles et ceux qui tentent de suivre l'adage de Latour consistant à oublier le global et le local, et à partir du « milieu ». Un embarras semblable se lit dans la contribution de Yohann Rech : se lancer dans une analyse de type ANT (*Actor-Network Theory* – théorie de l'acteur-réseau), en y intégrant des non-humains comme actants, est un véritable « sport de combat », qui pose la question du point de départ à choisir, des actants les plus pertinents à décrire, et surtout de la fin du dépliage du réseau. « Suivre les réseaux » est un mot d'ordre intéressant sur le papier, mais qui peut se poursuivre à l'infini ; la seule limite est humaine, académique, sociale en somme. Y. Rech explique précisément que les limites à l'utilisation de l'ANT ont été posées par l'univers disciplinaire dans lequel il souhaitait s'inscrire (les sciences du sport) ; univers peu au fait des théories latouriennes et qu'il fallait arraisonner avec diplomatie. Les conséquences humaines de l'indiscipline trouvent ici une très belle illustration : utiliser Latour au risque de ne pas être recruté est sans doute un dilemme qu'ont connu de nombreux doctorants.

Le second « effet » Latour est l'impertinence. Sans pour autant se départir d'un ton plutôt laudatif, il s'agit dans cette partie de critiquer le maître, de le mettre face à certaines de ses contradictions ou de ses limites. Guillaume Gourgues et Ouassim Hamzaoui ouvrent ces bienveillantes hostilités en revenant sur l'entrée de Bruno Latour dans le domaine des sciences politiques (Latour, 2002, 2008). C'est l'histoire d'un dévoilement qui nous est contée ici : la découverte par les deux auteurs que « Bourdieu a menti » et que « Latour est franchement digne d'attention » (p. 162), notamment pour penser la chose politique. Mais si la réinterprétation des notions classiques de la philosophie politique a pu un moment les séduire, les auteurs disent haut et fort qu'ils ne savent pas vraiment quoi faire du programme politique de Latour : ce programme, à y regarder de plus

près, n'est pas si inédit qu'il n'y paraît (Latour, un Habermas qui s'ignore ?), et surtout il reste quand même assez jargonnel et abstrait. Pour Claire Tollis, c'est la focalisation de Latour sur les situations de controverses qui est à critiquer. Cherchant à documenter l'écologisation des pratiques de gestion de la nature, elle fait le pari d'en trouver des indices dans des situations pratiques, quotidiennes et apaisées, plutôt que dans des arènes où le bien-fondé de la cause environnementale est âprement débattu, et où son actualisation pose problème. Parce qu'on y retrouve une certaine conflictualité chère à la sociologie, la controverse est un objet assez vendeur, mais trompeur si l'on suit C. Tollis. Parce que les parties prenantes savent s'adapter aux grammaires politiques légitimes, on ne voit dans les controverses que des arguments lissés, qui masquent des raisons plus intimes qui motivent un engagement – voire un attachement – en faveur des êtres non humains. C. Tollis remet à l'agenda la question de la « Grandeur Verte » et de la justification écologique, qui avait un moment fait débat dans la communauté de la sociologie pragmatique. Elle défend l'idée selon laquelle c'est en sortant des controverses, en suivant les associations discrètes entre humains et non-humains, qu'on trouvera matière à comprendre comment pourrait se construire une « cité verte ». Pour clore cette série d'impertinences, Matthieu Hubert met le « Professeur Latour » face à une de ses équations : comment articuler l'ethnographie de laboratoire, intensive et confinée, et une analyse extensive des réseaux de la science en dehors desdits laboratoires ? Peut-être parce qu'il s'inscrit très clairement dans le champ des *science studies* (à la différence des autres contributions, qui s'apparentent à des témoignages analytiques), le texte de M. Hubert est-il le moins rafraîchissant sur le plan intellectuel : les critiques adressées à Latour sont moins celles d'un outsider que celles d'un challenger pointilleux, cherchant à contribuer à l'édifice de l'étude sociale des sciences, en conjuguant des propositions conceptuelles et méthodologiques, élaborées pour beaucoup par Latour, mais dont lui-même reconnaît les manques et les défauts de compatibilité. La proximité disciplinaire aidant, l'effet Latour semble bien moins ébouriffant.

Et précisément, c'est l'intimité qui est au cœur de la troisième partie de l'ouvrage. Les deux textes qui la composent traitent encore plus frontalement que précédemment de la manière dont la personne de Bruno Latour a pu affecter les parcours respectifs de Jérémy Damian et de Nicolas Sénil. Pour le premier, la question de l'écriture, du plaisir d'écrire, et du « bien écrire » est à l'origine de son engagement dans la recherche professionnelle, et Latour, comme modèle d'écrivain et comme professeur, n'y est pas pour rien. Pour J. Damian, l'enjeu est de taille : travaillant sur un type de danse improvisée, dont les promoteurs insistent sur l'importance de l'expérimentation corporelle, et sur l'impossibilité – quasi

mystique – de transcrire cette expérience, de la décrire, de la nommer, il doit écrire une thèse dessus. Comment alors articuler plusieurs régimes d'énonciation (« scientifiques », « politiques », « objectifs », et « romantiques ») ? En apprenant simplement à dire « je », et en affirmant une objectivité relationnelle, une perspective située, dans la lignée des travaux de Donna Haraway. Pour Nicolas Sénil, il est également question de singularité affichée puisque le texte qu'il propose se conclut par une lettre ouverte adressée directement à B. Latour. Dans un premier temps, N. Sénil décrit, comme les autres, les apports et les limites des travaux de Latour appliqués à la question de la patrimonialisation, pour ensuite se livrer à une « confession » : celle de sa désertion du monde scientifique au profit de l'univers politique et économique (en lien ici avec les questions de transition énergétique dans le contexte ardéchois). Dans cette reconversion, les théories latouriennes n'ont pas totalement disparu, et N. Sénil prend plaisir à tisser des liens entre sa nouvelle vie de prospectiviste et son passé de doctorant en géographie.

Un peu isolée du reste de l'ouvrage, une section « *Work in progress* » traite des recherches de Lisa Haye sur les controverses autour des loisirs motorisés en plein air. L'auteure y présente un outil informatique – l'analyse structurale des réseaux – qui pourrait faire office de méthodologie *ad hoc* pour les travaux de type ANT.

L'ouvrage se conclut par une postface écrite par Latour lui-même, où il parle d'embarras : embarras de se dire « directeur de thèse », embarras d'exercer une influence incontrôlée sur des doctorants dont il n'est précisément pas directeur, embarras de ne pas pouvoir fournir des méthodes autres qu'une invitation à mettre les mains dans le cambouis. Embarras peut-être, mais ce n'est pas dit, de se voir surnommé « Attila » par les auteurs de l'ouvrage. Attila, ce Hun après le passage duquel les doctorants ne repoussent pas ?

À la lecture de ces diverses expériences, on commence à voir se dessiner un schéma commun. La rencontre avec Latour se fait en plusieurs phases : le choc de la découverte d'un style subversif et différent, l'exaltation face aux perspectives inédites, la difficulté à adapter les préceptes latouriens aux exigences de la pratique de terrain et du monde académique et enfin, une certaine usure – il faut bien le dire. Ce schéma se répète au fil des contributions et peut créer une légère lassitude chez le lecteur, qui au final, expérimente lui-même ces différentes étapes. *In fine*, c'est l'effet Latour qui prend corps. De ce point de vue-là, l'ouvrage est une réussite : il nous fait découvrir une gamme de terrains, d'objets, de thématiques pour lesquelles les lunettes de Latour permettent de voir radicalement autrement. Il nous fait partager les épiphanies cognitives, les élans de passion, les fatigues et les impasses de la recherche – doctorale en particulier – et nous rappelle, s'il en était besoin, que les

connaissances scientifiques sont intriquées dans les vies de celles et ceux qui les produisent.

Aussi rafraîchissant et stimulant soit-il, *L'effet Latour* n'est pas exempt de quelques défauts. D'une part, si le ton général est plutôt sympathique de par son anticonformisme affiché, le lecteur serait parfois tenté d'y voir plus une posture, un exercice de style un peu forcé. On regrettera également que la très bonne préface de Virginie Tournay et l'introduction générale fassent quelque peu double emploi, et ne nous permettent de rentrer dans le cœur du propos qu'à partir de la page 50. Sur le fond, le peu de références faites à la sociologie pragmatique – voire à la sociologie en général – est regrettable. Les travaux de Luc Boltanski, Laurent Thévenot, ou encore ceux de Francis Chateauraynaud sont évoqués mais presque de manière annexe alors qu'ils ont contribué aux cadres théoriques mobilisés par les auteurs de l'ouvrage. De même, on aurait pu mieux rendre justice à Michel Callon, dont la paternité vis-à-vis de l'ANT n'a pas pu échapper aux contributeurs (notamment en ce qui concerne l'inclusion des non-humains dans les dynamiques sociales). Dans certains textes, on a l'impression que la radicalité de l'effet Latour provient aussi de la

découverte d'une autre discipline, la sociologie, quelque peu éloignée de la géographie, dont sont originaires plusieurs des auteurs. L'exemple assez frappant est le texte de Lisa Haye qui décrit les parties prenantes d'une controverse en insistant sur les liens familiaux qui unissent les membres d'un des deux camps (p. 286), d'une manière qu'un sociologue non latourien n'aurait pas reniée. Ces lacunes en termes de culture sociologique sont d'autant plus dommageables que les travaux du maître ont fait couler beaucoup d'encre dans cette discipline-là.

*L'effet Latour* est une plaisante lecture pour qui a déjà expérimenté la rencontre avec l'œuvre de Latour : on y retrouve des cheminements connus, des questions que l'on s'est déjà posées, et au final, on se sent moins seul. C'est le principe du club. Pour autant, il n'est pas certain qu'un lectorat non initié y trouve son compte.

**Jérôme Michalon**

(Université Jean-Monnet, Centre Max-Weber,  
Saint Étienne, France)

jerome.michalon@gmail.com

### Réactions à risque. Regards croisés sur la sécurité dans la chimie

Michèle Dupré, Jean-Christophe Le Coze (Eds)  
Lavoisier, 2014, 214 p.

Cet ouvrage, dirigé par Michèle Dupré, sociologue au centre Max-Weber à Lyon et Jean-Christophe Le Coze, ingénieur responsable de la recherche en sciences humaines et sociales sur les risques chimiques à l'Ineris, s'ouvre sur une préface du sociologue des sciences Dominique Vinck (Université de Lausanne). Celui-ci souligne l'intérêt d'une démarche consistant à poser côte à côte des contributions de diverses disciplines et d'acteurs de terrain, « en vue d'une confrontation qui doit se faire [...], non pas pour définir un vainqueur (quelle discipline a raison [...]), mais pour que ces différentes approches [...] puissent définir quelques points d'articulation et de coconstruction d'un savoir nouveau » (p. XIV).

La première partie est constituée des interventions d'une philosophe (Bernadette Bensaude-Vincent, professeure à Paris 1, au Centre d'études des techniques, des connaissances et des pratiques [Cetcopra]) et d'un historien (Jean-Baptiste Fressoz, chargé de recherche au CNRS<sup>8</sup>). Elle est précédée d'un entretien avec le responsable sécurité d'une entreprise de chimie fine, observée dans un de ces moments habituels à la chimie de restruc-

turation économique par un groupe international souhaitant y introduire ses propres standards de sécurité. Il en ressort que le risque d'accident ne naît pas seulement du risque technique, mais aussi de la complexité organisationnelle ; d'où la nécessité de concevoir la sécurité non comme une opération technique, mais comme une construction sociotechnique, portée par des acteurs qui ne l'ont pas toujours choisie, et qui s'inscrit dans un « arsenal de dispositifs gestionnaires dont les abréviations masquent les origines anglo-saxonnes » (p. 27).

« L'arrière-plan philosophique et historique de la sécurité » (titre de cette première partie) peut être résumé en deux éléments. (1) Pour Bensaude-Vincent, la « chimie a toujours joué avec le feu » (p. 33) : l'accident est dans l'ordre des choses, inscrit dans les substances manipulées, du laboratoire, aux 32 000 accidents recensés dans la base de données industrielles Aria<sup>9</sup>. Il peut avoir une forme silencieuse ou latente (comme dans le cas des perturbateurs endocriniens) ou une forme spectaculaire à laquelle les ingénieurs chimistes, qui ne méconnaissent pas la dangerosité de leur métier, sont peut-être plus attentifs. (2) Fressoz rappelle le choix historique, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, contre les justices locales et les

<sup>8</sup> Laboratoire d'Excellence SITES - Sciences innovations et techniques en société.

<sup>9</sup> Analyse, recherche et information sur les accidents.

polices urbaines. Ce choix, qui voulait favoriser la constitution d'un « capitalisme chimique » (p. 45), a mis à mal ces justices locales et polices urbaines en autorisant les entreprises chimiques à se développer. Il s'est fait au détriment de la propriété, alors même que les effets environnementaux étaient connus, car l'industrie, en polluant, réduit la valeur patrimoniale de certains espaces, et lui substitue des normes techniques de sécurité définies par les industriels. Ces normes techniques de sécurité appellent en général des justifications dans l'ordre savant attaché à la modernité, mais sur le fond elles visent à protéger l'essor du capitalisme. On constatera d'ailleurs qu'elle est souvent mise en échec, notamment parce qu'elle ne maîtrise pas l'existence de technologies de différentes générations, ou les croisements de plusieurs réseaux techniques dans la ville ; de fait, les normes laisseront la possibilité d'exister à des pollutions extrêmement durables (par exemple, dans les sols des sites de gazéification de la périphérie des villes du XIX<sup>e</sup> siècle).

Une deuxième partie s'interroge donc sur les cadres normatifs et sociotechniques dans lesquels l'industrie chimique va chercher à se mouvoir en adoptant trois points de vue. Une juriste, Valérie Sanseverino-Godfrin, du Centre de recherche sur les risques et les crises à Mines ParisTech, montre d'abord que l'encadrement des installations classées crée l'obligation de mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques ; mais elle insiste surtout sur l'émergence d'une gestion de celles-ci dans le cadre de la planification urbaine. Parallèlement, une « nouvelle gouvernance » se développe, fondée sur les engagements volontaires, particulièrement forts dans le cas de l'industrie chimique, depuis la généralisation mondiale de l'initiative canadienne du *Responsible Care* en 1985. L'encadrement par la loi s'accompagne d'une doctrine juridique dans laquelle l'entreprise s'engage dans des obligations de transparence. L'enregistrement EMAS (*Environmental management audit scheme*) « dispense de l'avis d'un organisme tiers indépendant sur les informations environnementales » (p. 69). L'autorégulation professionnelle, trouvant ses arguments dans la nécessité de défendre les capacités d'innovation et de ne pas entraver les changements de mode de production, contribue à dessiner un « dispositif polymorphe » où la *soft law* côtoie les installations classées et les dispositions liées à la gestion urbaine.

La deuxième contribution, on n'en sera pas surpris, rappelle les fondements d'une approche probabiliste de l'événement-accident. Florent Brissaud (ingénieur consultant en sûreté de fonctionnement, risques et environnement) insiste sur l'intense activité institutionnelle dans le cadre des obligations à réaliser des « études de danger » pour les installations classées. Selon lui, il faut distinguer deux notions différentes : la fréquence d'occurrence future et la probabilité – approchée, à tort

selon lui, dans les normes ISO par la première notion –, puis probabilité classique et probabilité subjective<sup>10</sup>. Le contexte des risques industriels « rendant le concept de tirages identiques et donc l'interprétation fréquentiste inappropriée » (p. 77), la probabilité devient alors ce qu'elle ne devrait pas être, un degré de croyance ; différentes personnes peuvent obtenir des probabilités d'événements différentes sans qu'on puisse dire que l'une d'entre elles est plus juste qu'une autre. Les scénarios d'accidents sont alors décomposés en événements initiateurs et redoutés, afin de définir des fonctions (ou barrières) de sécurité. Des zones d'acceptabilité des risques sont alors définies, afin d'implanter des systèmes instrumentés de sécurité aux endroits pertinents, avec des objectifs chiffrés de risque de défaillance sur leurs éléments unitaires. Leur évaluation doit être « conduite dans les règles de l'art, et pouvoir évoluer en fonction des retours d'expérience », mais est sensible à la complexité du système et à la capacité de l'expert à conduire les modèles.

J. C. Le Coze retient sept idéaux-types de ces systèmes. Sa typologie rend compte des différences structurelles et décisionnelles, en insistant sur les structures organisationnelles produites par l'assemblage des opérations unitaires dans les situations de travail, et leur caractère décentralisé ou non. Il conclut à la nécessité d'être méfiant vis-à-vis des déterminismes technologiques : un système stable et centralisé, qui peut être plus facilement soumis à des stratégies d'optimisation budgétaire et de changement organisationnel, est aussi susceptible de subir un accident qu'un système ouvert et décentralisé (p. 110).

Ces contributions font donc écho à une dernière partie qui fait une place particulière aux pratiques. Elle passe « d'une sociologie de l'atelier de la chimie à une sociologie de la sécurité » (p. 115), avec M. Dupré ou Ivonne Merle (consultante au Centre de sociologie des organisations), à l'analyse de l'organisation des systèmes de conception (Cynthia Colmellere, École centrale Paris), et enfin aux stratégies de réputation développées par les industriels et les régulateurs (Julien Étienne du Centre for Analysis of Risk and Regulation à la London School of Economics).

M. Dupré part de l'atelier d'un établissement Seveso 2 et l'observe ensuite à partir de la salle de contrôle. La survenue d'un incident remettant en cause la centralité de la sécurité via des automates permet d'ana-

<sup>10</sup> Sans entrer dans la technique, les probabilités sur le futur ne sont pas connues, presque par définition ; et il faut donc construire un estimateur de la probabilité. Il est alors important de rentrer dans la boîte noire de la constitution de cet estimateur. Le résultat est donc très lié à la méthode statistique de construction de l'estimateur, et aux conventions que retient le technicien quand il documente la question en accumulant des « dires d'experts ».

lyser les composantes d'organisation humaine. L'atelier est alors vu comme le lieu où la défaillance d'un sous-système peut faire dégénérer la situation. L'étude de cas montre que la qualité de la conception des barrières technologiques ne peut se substituer à la composante organisationnelle, et interroge la « faible capacité d'apprentissage organisationnel démontrée à cette occasion » (p. 127). Dupré rejoint ainsi Perrow, qui, suite à l'accident de Three Mile Island, souligne dans *Normal accidents*<sup>11</sup> la nécessité d'arrêter de mettre en avant la fiabilité des installations ou d'incriminer un élément isolé du système en cas de défaillance, afin de pouvoir tirer parti de l'expertise des opérateurs eux-mêmes.

I. Merle s'interroge sur le fait que, dans la même usine Seveso 2 « seuil haut », des ateliers réagissent de façon différente parce qu'ils sont soumis à des contraintes économiques différentes, alors qu'ils mobilisent le même outil méthodologique de sécurité, bâti sur le principe classique dit de défense en profondeur, l'histoire des ateliers jouant un rôle-clé dans ces différences. Cela lui permet de repérer des zones différentes d'excès de confiance, favorisant des phénomènes de prise de risque dans le temps. Ce lien entre « risque et organisation » conduit C. Colmellere à porter son attention sur le travail des acteurs qui conçoivent l'organisation et l'orchestrent au quotidien. Cette organisation va être en fait réduite par la méthode d'analyse des risques à sa seule dimension prescriptive, c'est-à-dire aux consignes qui sont données à ses membres, en excluant la façon dont les hommes vivent l'organisation et la pratiquent. De ce fait, paradoxalement, on observe que les lacunes sont renforcées par le mode d'organisation des hommes et l'application des exigences réglementaires. Le contrôle des installations se concentre sur la valeur formelle des documents supports, sans prendre en compte l'implication des

représentants des futurs utilisateurs en maintenance, négligeant ainsi les apports des études d'ergonomie.

J. Étienne clôt l'ouvrage sur les initiatives volontaires des entreprises et des pouvoirs publics français destinées à renforcer leur réputation « fragile et contestée » en matière d'efficacité de gestion des risques. De façon au moins formelle, l'effort d'ajustement à des conditions politiques et sociales nouvelles n'est pas le même en France et au Royaume-Uni, où est réfutée l'idée de « garantir la sécurité », au profit d'un souci « d'équilibrer [les bénéfices des activités] et les risques » (p. 183).

L'acceptabilité sociale revient donc en fin de livre comme la toile de fond sur laquelle se construit la gestion des risques. Elle est probablement la raison et l'origine de l'émergence de cet agréable ouvrage écrit à plusieurs mains, qui renforcent à la fois l'intérêt pour le praticien de la sécurité et pour la recherche théorique, de par le croisement des théories de l'organisation, de la sociologie de l'atelier et de la sociologie du risque, et enfin par l'attention portée aux cadres institutionnels. Ce livre montre tout l'intérêt de la tension introduite par les sciences sociales dans l'observation des pratiques réelles en matière de sécurité chimique. Il suggère également que les systèmes techniques ou les automates de sécurité ne peuvent porter seuls les stratégies de sécurité. Celles-ci s'inscrivent dans le temps long et dans des dynamiques organisationnelles dont il importe de réguler les logiques d'excès de confiance, toujours spécifiques, et de conserver la mémoire.

---

**Martino Nieddu**

(Université de Reims Champagne-Ardenne,  
Laboratoire REGARDS, Reims, France)  
martino.nieddu@univ-reims.fr

<sup>11</sup> Perrow, C., 1984. *Normal accidents. Living with high risk technologies*, Princeton, Princeton University Press.